

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
LEVÉE EN MASSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 19 Janvier 1911, à 3 heures

PAR

René HELBING

Président : M. L. RENAULT, professeur

Suffragants { MM. PILLET, agrégé
 GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

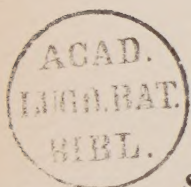
LA
LEVÉE EN MASSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 19 Janvier 1911, à 3 heures

PAR

René HELBING



Président : M. L. RENAULT, professeur

Suffragants { *MM. PILLET, agrégé*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1911

Fièvre Levée en Masse, ô ressource suprême
Qui pourrais délivrer notre sol bien-aimé
S'il était envahi, je t'admire et je t'aime,
Toi qui fais des Héros d'un peuple, à peine armé !

Et pourtant, au milieu de ton désordre extrême,
La guerre sans pardon a, maintes fois, germé ;
Ton cœur, à la pitié, resta souvent fermé ;
Mais, malgré tes horreurs, tu sais plaire quand même !

Fleur du Patriotisme en larmes, fleur de sang,
Qui nais sur le rempart, le vieux mur ou la haie,
Fétiche du Succès on t'est reconnaissant !

Et c'est pourquoi les Conférences de La Haye
Te classèrent aussi dans leur Code immortel,
Mère des Jeanne d'Arc et des Guillaume Tell !

R. H.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549920_0027

LA LEVÉE EN MASSE

PREMIÈRE PARTIE

DE LA DISTINCTION DES BELLIGÉRANTS ET DES NON-BELLIGÉRANTS

PREMIÈRE SECTION

RAISONS DE CETTE DISTINCTION

« La guerre est une relation entre États indépendants. C'est un ensemble de violences par lesquelles chaque partie cherche à soumettre l'autre à sa volonté » ; la force seule est en jeu puisque aucune autorité commune aux parties ne peut leur imposer de solution.

Elle n'est donc pas une lutte entre les citoyens de deux ou de plusieurs États, mais une lutte entre ces États eux-mêmes, entre les organisations militaires et les ressources financières de chacun des États combattants.

Les particuliers doivent donc être théoriquement exempts des conséquences de la guerre; ils ne doivent pas profiter des avantages des vainqueurs; ils ne doivent pas souffrir de la défaite du vaincu. Seuls doivent être mêlés à la lutte ceux qui ont reçu de l'État combattant le mandat officiel de combattre à l'exclusion de tous autres.

Comme l'a dit Rousseau (1) : « La guerre est une relation d'État à État, dans laquelle les particuliers ne sont ennemis qu'accidentellement, non point comme hommes ni même comme citoyens, mais comme soldats; non point comme membres de la patrie, mais comme ses défenseurs. Enfin, chaque État ne peut avoir pour ennemis que d'autres États et non pas des hommes, attendu qu'entre choses de diverses natures on ne peut fixer aucun vrai rapport.

Il se dégage de cette conception que, puisque la guerre est un rapport d'État à État, les hostilités doivent se produire uniquement entre les forces militaires des adversaires « la masse des habitants s'interdisant d'intervenir à quelque titre que ce soit. De là cette distinction si importante entre les combattants et les non-combattants, qui est l'un des principes fondamentaux de la guerre actuelle ».

Les non-combattants, ce sont les habitants du

1. Rousseau, *Le Contrat social*.

pays qui ne prennent point part aux hostilités, et qui ne doivent subir que par voie de répercussion les troubles qui en sont la suite.

Mais il n'en est ainsi que pour le cas où ils s'abstiennent de toute participation à la guerre. Sinon cette immunité n'a plus sa raison d'être, et l'ennemi se garde bien de l'oublier.

Les combattants sont : « Les soldats des belligérants appartenant aux diverses lignes de l'armée régulière, soldats auxquels il convient de joindre certains corps auxiliaires ou milices, et même la levée en masse des habitants du pays, sous des conditions spéciales que nous aurons soin de préciser. A ces combattants sont accordés certains privilèges, tels que celui d'être traités avec des soins et des égards particuliers, pour le cas où ils sont faits prisonniers de guerre et sont malades ou blessés. »

Sur le théâtre de toute opération militaire il importe donc au premier chef de distinguer soigneusement les belligérants et les non-belligérants. La condition juridique des uns et des autres est totalement différente.

Les belligérants sont soumis aux lois de la guerre : ces lois engendrent à leur profit des obligations de la part de l'ennemi : quand, par exemple, ils sont blessés ou prisonniers. Ces mêmes lois leur imposent en outre des obligations : elles règlent, dans une certaine mesure, les procédés conventionnels suivant

lesquels doit se faire la guerre. Les non-belligérants, au contraire, sont placés à l'abri des actes directs d'hostilité, en retour de leur engagement tacite de n'en pas commettre eux-mêmes ; ils sont exposés, comme nous l'avons dit plus haut, aux mesures de la plus extrême rigueur, s'ils violent cet engagement. L'armée ennemie est obligée, pour les soins de sa propre sécurité, de faire preuve de cette extrême sévérité ; c'est la seule garantie qu'elle ait que les particuliers n'interviendront pas à l'improviste et incognito dans les hostilités.

Elle a droit à cette abstention de la part des particuliers, puisque la guerre étant une relation d'État à État, une lutte entre États, elle ne combat que l'armée de cet État.

En d'autres termes, il faut distinguer les belligérants des non-belligérants : les premiers sont traités en soldats, les deuxièmes, sans qu'on puisse les assimiler, à des malfaiteurs de droit commun, sont cependant exposés à un traitement rigoureux dans le cas où ils sortiraient de leur passivité.

SECTION II

HISTORIQUE DE CETTE DISTINCTION

Cette distinction entre belligérants et non-belligérants qui nous paraît aujourd'hui essentielle est récente. Fondée comme on vient de le voir sur

cette notion que la guerre est une relation d'État à État, elle ne s'est introduite dans le droit qu'en même temps que cette notion elle-même. Elle ne date que du XVIII^e siècle. Auparavant on l'ignorait.

Il y a eu en effet une époque où le même mot désignait l'étranger et l'ennemi, d'où il résultait que l'état de guerre, entre les membres individuels des différents peuples, était permanent.

Ainsi le mot *hostis* chez les Romains.

Cependant, nous trouvons dans le *de officiis* de Cicéron un exemple qui pourrait faire croire que cette distinction était établie. En effet, Caton le censeur avait — dit Cicéron — à l'armée de Pompilius, un fils qui, malgré le licenciement de la légion à laquelle il appartenait, n'en continuait pas moins à rester au camp. Caton lui écrivit alors en l'engageant à s'abstenir de combattre, car il n'était pas juste pour celui qui n'était pas soldat de combattre contre l'ennemi ; simultanément, il pria Pompilius de faire prêter à son fils un nouveau serment militaire, si son intention était de le garder dans l'armée.

Mais on peut admettre, avec les auteurs antérieurs au XVIII^e siècle, que cette manière de voir n'était qu'une conséquence des lois militaires des Romains et lui donner de la sorte une portée de droit constitutionnel, mais non international.

Nous n'avons pas besoin, comme Grotius, de remonter jusqu'à l'Écriture et aux livres des anciens

pour montrer qu'autrefois on ne faisait pas la distinction entre belligérants et non-belligérants. Jadis, en effet, tous les sujets de l'État en guerre entraient en lutte au même titre que le pouvoir central (1).

Au moyen âge, la guerre est encore empreinte d'un caractère d'indicible cruauté ; les adversaires se font le plus de mal possible, et l'anéantissement complet de l'ennemi est le but final des hostilités.

De là, dans les faits des actes inouïs de barbarie.

De là, l'usage d'armes empoisonnées, de là la mutilation des prisonniers, la dévastation, le sac, la destruction des villes ; de là le recours à la trahison et à la perfidie. Il suffit d'ouvrir les chroniques de l'époque pour comprendre à quel point la situation était réellement sombre et effrayante.

Au moyen âge la guerre se fait contre tous. Belli n'en excepte ni les femmes, ni les enfants ; il insiste seulement sur les règles du droit canon au sujet de la guerre privée et de la trêve de Dieu et il cite les opinions de plusieurs jurisconsultes qui sont favorables aux immunités stipulées par les conciles et par les décrétales. Comme eux, il admet que la guerre se fasse contre les sujets, les vassaux, les alliés de l'ennemi, à la condition qu'ils assistent celui-ci de leur personne et de leurs biens.

1. Nys, *Le Droit de la guerre et les précurseurs de Grotius*.

Néanmoins, il semble hésiter : *quæ restrictio nescio quomodo procedat*, dit-il, *cum subditio si non actu, saltem habitu et potentia præsto sint domino si egeat*. Gentilis n'excepte ni les femmes ni les enfants et Grotius sera aussi inhumain, bien qu'il essaye d'atténuer les conséquences de sa théorie dans le chapitre qu'il consacre à la modération dont il faut user dans la guerre.

L'auteur de l'arbre des batailles prêche une doctrine différente :

Car il est vérité, dit-il, que bataille n'est pas une male chose, mais est bonne et vertueuse car bataille ne regarde autre chose, selon sa droite nature, que retourner tort à droit et faire retourner discution à paix, selon le contenu de l'Écriture. Et se en bataille se font plusieurs maulx, ce n'est mie selon la nature de la nature de la bataille mais est faulx usage.

Ces *faulx usages*, Bonnor les attaque avec violence ; il veut la guerre loyale et courtoise et trouve des accents émus pour dénoncer les pratiques de son époque (1).

Si nous passons, maintenant, aux fondateurs du droit international, Grotius, Puffendorf et Vattel, nous voyons qu'ils ne tiennent pas compte de cette distinction si essentielle entre belligérants et non-bel-

1. Nys.

ligérants. Pour ces auteurs, en temps de guerre, tout ce qui n'était pas punissable par la loi et l'usage des nations était légitime, et c'était dans des hostilités régulières le droit d'une partie comme de l'autre. Les sujets de l'ennemi, qu'ils aient ou non pris une part active à la guerre étaient exposés à l'effet de ces droits extrêmes de massacres et de pillage; mais, il semblerait que, d'après la loi des nations, les étrangers devaient en être exempts, à moins qu'en restant dans le pays ils n'aient servi la cause de l'ennemi. Les femmes, les enfants et les prisonniers pouvaient être mis à mort; on pouvait refuser de faire quartier ou d'accorder capitulation pour la vie.

C'est ainsi que pensait Grotius. Pour lui, à l'instant même où la guerre était déclarée entre deux États, il s'établissait entre tous leurs citoyens un état de guerre personnel, avec les droits étendus qu'il comportait.

Samuel de Puffendorf partait de la thèse que la paix est l'état le plus conforme à la nature humaine, la guerre, la nature, ne faisant que la tolérer.

Comme Grotius il admettait, outre les guerres entre États, des guerres entre individus. Puffendorf n'admettait pas que, dans une guerre entre États, il fût permis de faire, sans mandat de l'État, du butin sur le territoire ennemi. Il donnait comme raison que celui qui voulait agir comme soldat et offensivement devait y être autorisé par l'État. Il illustre son

opinion de l'exemple de Caton cité plus haut. Mais comme il renvoyait à Grotius tant en général que spécialement par rapport à l'étendue du droit que l'on a sur la personne d'un ennemi, on a lieu d'admettre que l'autorisation mentionnée ici ne possédait d'importance à ses yeux qu'en ce qui concerne le droit constitutionnel. Il gardait donc totalement le point de vue du maître. Quant à Vattel, diplomate sorti de l'école de Christian de Wolf, il fut le premier qui fit entrer dans le domaine du droit des gens les coutumes de la guerre devenues plus humaines. Vattel définissait la guerre : « L'État dans lequel on poursuit son droit par la force. » Il la divisait en guerre publique et en guerre privée, mais il déclarait en même temps que cette dernière appartenait au droit naturel proprement dit. Le droit de déclarer et de faire la guerre appartenant uniquement à la puissance souveraine, les sujets, disait Vattel, ne peuvent donc agir ici d'eux-mêmes, et il ne leur est pas permis de commettre aucune hostilité sans ordre du souverain. (Il va sans dire que la défense de soi-même n'est pas comprise ici sous le terme d'hostilités.) Mais, ajoutait Vattel : si les sujets ont besoin d'un ordre du souverain pour faire la guerre, c'est uniquement en vertu des lois essentielles à toute société politique et non par l'effet de quelque obligation relative à l'ennemi. Car, dès le moment qu'une nation prend les armes contre une autre, elle se

déclare ennemie de tous les individus qui composent celle-ci et les autorise à la traiter comme telle. La règle dont nous parlons se rapporte donc au droit public, plutôt qu'au droit des gens proprement dit, ou aux principes des obligations réciproques des nations.

A ne considérer que le droit des gens en lui-même, dès que deux nations sont en guerre tous les sujets de l'une peuvent agir hostilement contre l'autre et lui faire tous les maux autorisés par l'état de guerre.

Il semble cependant que ces auteurs eussent dû envisager la distinction entre belligérants et non-belligérants ?

En recherchant les motifs pour lesquels ils ne se sont pas posés cette question, nous voyons que cela vient de leur notion de l'État. Pour Grotius, l'État n'est qu'un corps artificiel (*corpus artificiale*) composé d'une somme d'individus, et la guerre n'est, pour lui, que *status per vim certantium*. Aussi n'est-il pas étrange, en présence de cette définition de la guerre, de voir Grotius admettre à côté d'un *bellum publicum*, un *bellum privatum*, et un *bellum mixtum*. Or, quand, dit Grotius, un *bellum publicum* a été déclaré contre le chef de l'État, il faut le considérer en même temps déclaré contre chacun de ses sujets individuellement (donc aussi contre les femmes, les enfants, les vieillards et les malades) et il en tire la conclusion que partout où l'on rencontre

un sujet ennemi, le *jus gentium* autorise l'emploi de la violence envers lui, même s'il ne porte pas les armes. Et ce droit, tout sujet d'un État belligérant le possède sans mandat spécial, suivant la déclaration de Grotius, quand il traite : *de his quæ in bello publico privatim fiunt*.

Puffendorf et Vattel se font de l'État une idée semblable.

Mais si, en théorie, il paraît qu'ils n'ont pas pu faire cette distinction entre belligérants et non-belligérants, il y a lieu de remarquer qu'en pratique des tempéraments importants furent introduits ; c'est ainsi que Vattel lui-même nous dit, après avoir relaté ce que nous avons cité plus haut : « Si deux nations, cependant, se choquaient ainsi de toute la masse de leurs forces, la guerre deviendrait beaucoup plus cruelle et plus destructive ; il serait difficile qu'elle finit autrement que par la ruine entière de l'un des partis. C'est donc avec raison que l'usage contraire a passé en coutume chez les nations de l'Europe, au moins chez celles qui entretiennent des troupes réglées ou des milices sur pied. Les troupes seules font la guerre ; le reste du peuple demeure en repos. Et, la nécessité d'un ordre particulier est si bien établie que lors même que la guerre est déclarée entre deux nations, si des paysans commettent d'eux-mêmes quelques hostilités, l'ennemi les traite sans ménagement et les fait pendre,

comme il ferait des voleurs ou des brigands. Il en est de même de ceux qui vont en course sur mer : une commission de leur prince, ou de l'amiral peut seule les assurer, s'ils sont pris, d'être traités comme des prisonniers faits dans une guerre en forme. »

Cependant, ajoute Vattel : « Il est des occasions où les sujets peuvent présumer raisonnablement la volonté de leur souverain et agir en conséquence de son *commandement tacite*, comme, par exemple, si la bourgeoisie d'une place forte, prise par l'ennemi, trouve une occasion favorable de surprendre la garnison et de remettre la place sous les lois du souverain.

Nous reviendrons tout à l'heure sur cette opinion.

Vattel et les savants qui partagent les mêmes idées que lui se trouvent encore au même point de départ théorique que Grotius et Puffendorf. Comme ceux-ci, ils admettent une relation hostile personnelle entre les individus sujets de deux États qui se font la guerre.

Cependant, disent-ils, comme les suites de l'application pratique de ce principe théorique seraient affreuses, la coutume européenne en a adopté un autre, celui que les troupes seules font la guerre et que le reste de la population se tient tranquille.

Mais ce n'était qu'un fondement pratique ; ce n'était pas un fondement rationnel comme aujourd'hui.

Ce n'est qu'à partir du xviii^e siècle, lorsqu'on se fait une nouvelle idée de la guerre et de l'État que la distinction va s'élaborer. Cette distinction se rattache elle-même à la conception nouvelle de la guerre qui elle aussi se rattache à la conception moderne de l'État. On commence alors à voir dans l'État autre chose qu'une agrégation d'individus et à le reconnaître comme une personnalité propre par rapport aux individus qui en font partie. Avec cette notion nouvelle de l'État, due aux spéculations des philosophes du xviii^e siècle, il n'y a aucune nécessité que la guerre des États soit celle des individus ; il serait même inexplicable qu'il en fut ainsi. Cependant, ce n'est que sous le persévérant effort de nos publicistes modernes, qui ont dégagé ce que l'on peut appeler aujourd'hui « les lois de la guerre », qu'est apparue la distinction entre les belligérants et les non-belligérants.

Maintenant, il est indiscuté que la guerre est une relation d'État à État ; c'est une lutte violente entre des corps collectifs, pendant laquelle chacun d'eux est autorisé à s'approprier par la force les biens et les droits de son ennemi ; mais les biens et les droits des membres individuels restant distincts de ceux du corps tout entier doivent être respectés. Ceux des sujets de l'État que le pouvoir souverain emploie comme instruments de guerre sont les seuls qui prennent une part active à la lutte et qui, consé-

quemment, doivent être atteints par les effets directs de la guerre.

C'est une règle généralement reconnue de n'inquiéter ni dans leurs personnes, ni dans leurs biens les citoyens non-combattants d'un pays ennemi occupé ou conquis, quoiqu'il soit permis de lever sur eux des taxes et des contributions de guerre et de les frapper de réquisitions. Mais si tout le monde était d'accord sur le principe de cette distinction, des divergences apparaissaient lorsqu'il s'agissait d'en tracer les limites.

Que fallait-il entendre exactement par combattants, par belligérants ? A quelles conditions un individu faisant acte d'hostilité contre un ennemi pouvait-il avoir la prétention d'être traité comme un belligérant, et jouir des immunités attachées à ce titre ? C'était une question qui avait soulevé de nombreuses difficultés, non seulement dans la doctrine, mais même dans la pratique des guerres récentes.

Il suffit de rappeler que pendant la guerre de 1870, la question des francs-tireurs passionna l'opinion.

Un essai de solution eut lieu lors de la Conférence de Bruxelles en 1874. Mais l'on sait que le projet auquel avait abouti la conférence ne put être transformé en convention internationale. Ce n'est que, vingt-cinq ans plus tard, à la première Conférence de La Haye, que les principes posés à Bruxelles ont

été consacrés et que l'on posa sur ces questions des règles précises qui permettent d'échapper à cette incertitude.

En déterminant ceux qu'il faut considérer comme des belligérants, ces règles ont l'avantage de définir les droits de l'ennemi et d'indiquer dans quelle mesure les citoyens d'un État peuvent faire acte d'hostilité, en gardant le bénéfice de la qualité de belligérant.

Elles ont également précisé dans quelle mesure les habitants d'un pays peuvent, sans faire partie des forces régulières, contribuer cependant à la défense de leur patrie, sans s'exposer, de la part de l'envahisseur, à un traitement plus rigoureux que les membres de l'armée proprement dite. Nous nous réservons de revenir en détail sur les travaux et les résultats de ces conférences, quant aux points qui nous occupent.

SECTION III

ÉLÉMENTS DE CETTE DISTINCTION

D'après quel critérium fait-on la distinction, aujourd'hui essentielle, entre les belligérants et les non-belligérants ? Puisque les belligérants sont soustraits aux règles du droit commun et soumis aux règles spéciales des lois de la guerre, il importe que

l'on adopte un critérium qui permette de distinguer le belligérant de celui qui ne l'est pas, de dresser une liste limitative des belligérants.

Un premier critérium consisterait à dire que la qualité de belligérant existe lorsqu'une autorisation générale de l'État l'a conférée. C'était déjà, comme nous l'avons vu, l'idée de Vattel.

Mais ce critérium ne jouerait plus, dans tous les cas dans lesquels a lieu une levée en masse.

Il peut se trouver qu'un gouvernement détruit ne soit pas encore remplacé et que les habitants prennent les armes pour repousser un envahisseur. Dans ce cas, n'étant pas autorisés, ils ne pourraient être traités en belligérants, ce qui serait injuste, si d'autre part ils remplissaient les conditions suffisantes que nous étudierons plus loin et qui confèrent la qualité de belligérant.

A l'extrême, on a eu l'idée de demander une autorisation spéciale pour chaque homme.

Heffter et Bluntschli l'exigent pour les corps francs autorisés. Au commencement de la dernière guerre franco-allemande, les Allemands formulèrent d'abord une exigence générale à cet égard. Tout aussi efficace que devait être une telle exigence contre les francs-tireurs, tout aussi inadmissible nous paraît-elle, transformant comme elle le fait chaque soldat prisonnier en accusé, et lui imposant en même temps l'obligation de fournir la preuve de son innocence.

Aussi un autre auteur a-t-il cru trouver ce critérium de la distinction des belligérants et des non-belligérants dans une opinion intermédiaire. Il croit l'avoir trouvé dans l'autorisation de l'État, autorisation susceptible de revêtir un grand nombre de formes.

Elle peut être donnée dans une loi.

Elle peut être donnée à un certain individu comme les lettres de marque aux capitaines de navires armés en course, la forme n'est pas ce qu'il y a d'important ici, c'est la chose.

Quelle que soit la forme de l'autorisation, celle-ci ne peut pas être connue à l'ennemi pour ce qui concerne chacun des individus qui l'ont reçue. Mais il est absolument nécessaire à l'ennemi de savoir qui il a le droit de traiter comme tel et qui a le droit de le traiter ainsi, et il serait en effet bien dur d'être dans l'obligation de recevoir la première salve avant d'être en droit de tirer soi-même. De là le besoin d'un signe extérieur distinctif pour les individus autorisés. Ce signe, c'est l'uniforme dans le sens que le droit des gens donne à ce mot. A l'origine, simple exigence militaire à l'effet de maintenir la cohésion et la discipline, l'uniforme est devenu une exigence internationale. Il ne constitue pour ainsi dire que le côté extérieur visible de l'autorisation. Or, pour remplir son but international, il faut que l'uniforme ait deux qualifications : la première, celle d'être visible à une

distance suffisante, la deuxième, celle que l'homme qui le porte en soit pour ainsi dire marqué, le signe distinctif, l'uniforme, devant être tel qu'il ne puisse ni s'enlever ni se replacer facilement.

L'uniforme est tout signe distinctif d'autorisation comme soldat, fixe et visible à l'œil normal, à portée de fusil.

Si maintenant l'uniforme est un signe d'autorisation, il en résulte que l'individu portant ce signe doit être présumé par l'ennemi comme possédant l'autorisation requise. Il ne peut être tenu à fournir la preuve de ce fait.

L'autorisation est une condition toujours indispensable, l'uniforme n'est qu'une condition nécessaire en général pour le droit d'être considéré et traité, en guerre, comme soldat.

A première vue, l'idée de M. Grenander est fort séduisante, mais son critérium est insuffisant car il ne permet pas de traiter en belligérants les citoyens qui prennent part à une levée en masse. Se ramenant à une autorisation expresse, se manifestant extérieurement par un uniforme, il laisse en dehors le cas de la levée en masse, dans lequel, bien évidemment, ceux qui y prennent part ne revêtent pas un uniforme. M. Grenander (1) a bien senti cette lacune, et

1. Grenander, *Conditions nécessaires selon le droit des gens pour avoir en guerre le droit d'être considéré et traité comme belligérant.*

il admet que l'exigence de l'uniforme peut dans cette hypothèse, être suppléée par d'autres éléments qui ont pu avertir suffisamment l'ennemi.

M. Grenander dit en effet : « Lorsque dans un pays ou dans un certain territoire nettement circonscrit, tous les hommes valides (ou tous) sont appelés sous les armes par le pouvoir souverain ou par son mandataire, et que l'ennemi en a reçu la notification, celui-ci ne peut avoir de doutes sur la question de savoir qui est autorisé ou non comme soldat. La condition de l'uniforme tombe donc ici.

Ainsi M. Grenander suppose une levée en masse ordonnée par l'État et notifiée à l'ennemi.

Il faudrait donc décider que les habitants qui prennent spontanément les armes contre un envahisseur, ne méritent pas d'être traités en belligérants, même quand ils se conduisent véritablement en soldats, même s'ils s'organisent militairement et sous des chefs responsables. C'est là une solution qui ne nous paraît pas admissible. Il nous semble donc nécessaire de nous rallier à un autre critérium.

Pour le dégager, recherchons quels sont successivement les adversaires qui peuvent se dresser en face de l'armée de l'un des belligérants. Elle doit s'attendre normalement à trouver en face d'elle l'armée ennemie, c'est-à-dire un ensemble de corps de troupes organisés et destinés à la guerre.

A côté de cette armée elle peut trouver des auxi-

liaires plus ou moins indépendants d'elle, des volontaires ; il est possible également que les habitants, les simples particuliers même non enrôlés dans l'armée cherchent également à arrêter l'ennemi. Ils peuvent le faire de deux façons : ou bien la population, dans son ensemble ou en grande partie, prend les armes pour repousser l'envahisseur, ou bien celui-ci, ayant déjà pénétré dans le pays, s'y étant installé, des habitants agissant à titre isolé, en se dissimulant, cherchent à lui nuire. Pouvons-nous dégager, dans ces diverses situations, un trait, un caractère qui permettra de donner aux uns le caractère de belligérants et de le refuser aux autres ?

Une première condition pour que des personnes puissent prétendre à la qualité de belligérant, c'est qu'elles-mêmes se conduisent comme telles, c'est-à-dire respectent les lois de la guerre ; c'est là une condition tellement évidente qu'il est inutile d'insister.

Pour dégager l'autre élément de notre critérium, il faut prendre comme point de départ l'idée que la guerre ne doit point causer de troubles inutiles et doit faire peser sur la population le minimum de charges, comme nous l'avons dit plus haut ; donc, si une armée pouvait craindre de voir dans chaque habitant un ennemi possible, elle serait portée fatalement à exagérer ses mesures de protection pour intimider la population et lui enlever toute envie d'agir contre elle.

Il est donc bon que l'on puisse, à première vue, savoir à qui l'on a affaire et que l'on n'ait pas à craindre d'être trompé par l'apparence.

Cette condition est évidemment remplie par l'armée régulière, puisque l'armée est le corps régulier constitué pour entrer en lutte avec l'ennemi, puisque, même en temps de paix, chaque pays sait qu'il y a chez son voisin une armée, appelée, peut-être à le combattre.

Mais, en dehors de l'armée régulière la condition primordiale pour qu'on sache qu'un individu a l'intention hostile, c'est qu'il porte ouvertement les armes.

Donc, le critérium nous semble être celui-ci :
« Considérer comme belligérants ceux que l'ennemi peut, à première vue, distinguer comme tels. »

Nous considérons donc comme combattants :

L'armée régulière,

Les corps francs, sous certaines conditions,

Et, la levée en masse.

DEUXIÈME PARTIE

DÉFINITION ET FORMES DE LA LEVÉE EN MASSE

PREMIÈRE SECTION

COMMENT SE PRÉSENTE LA QUESTION DE LA LEVÉE EN MASSE

La réponse variera suivant l'importance que la levée en masse est susceptible d'avoir dans des hostilités, et cela se rattache à l'organisation militaire du pays, à l'adoption du service militaire obligatoire ou d'un système différent.

Dans les pays qui ont adopté le principe du système militaire obligatoire, la levée en masse ne pourrait, évidemment, plus avoir aujourd'hui une grande importance ; en effet, tous les hommes valides et en état de porter les armes se trouvant incorporés, et ayant, par là même, la qualité de belligérants, il ne resterait plus guère, pour composer, soit les corps de volontaires, soit la levée en masse, que ceux qui

ne sont pas incorporés : les vieillards, les enfants, les femmes et les étrangers.

Ceux-ci n'ont guère d'intérêt à prendre part à une levée en masse ; les risques qu'ils courraient dépasseraient de beaucoup cet intérêt, et ce n'est que dans des cas tout à fait exceptionnels, que l'on verrait un individu prendre les armes pour la cause d'un pays qui n'est pas le sien. Quant aux autres éléments, il n'est guère vraisemblable non plus qu'ils se sentent matériellement en état de tenter une levée en masse. Dans les pays qui, pour leur défense en cas d'invasion, ne peuvent pas compter sur la levée en masse, il est évident que celle-ci ne sera pas vue d'un œil favorable, lorsqu'elle se produira chez d'autres nations.

Aussi, les États qui pratiquent le service militaire obligatoire n'admettent guère la levée en masse et lui font des objections. Les grands États, partant de cette idée que la défense doit être organisée de telle sorte que les maux de la guerre soient de plus en plus limités, font remarquer qu'il y a, à l'interdiction de la levée en masse, une question de sécurité pour leur armée, et d'humanité vis à-vis des soldats, qui eux aussi sont des hommes et ont droit à la sécurité. Rien de plus déprimant que de douter toujours de la sincérité des habitants paisibles chez qui l'armée sera, par exemple, cantonnée. Il ne faut pas que ces gens, envers qui les soldats ont pu avoir con-

fiance, se transforment subitement en ennemis ! Puis, disent-ils, une levée en masse est forcément indisciplinée. De cette indiscipline résulteront des abus, et nous avons dit plus haut que la défense doit être organisée, comme l'attaque, de manière à limiter autant que possible les maux de la guerre ; en l'absence de toute discipline, des actes de cruauté, de pillage, seront forcément commis ; ils pourront être le fruit d'un patriotisme exaspéré, mais ne faut-il pas craindre qu'ils n'émanent parfois de sentiments moins nobles ? Ne profitera-t-on pas de ce désordre pour assouvir des haines personnelles que l'on dissimulera sous couleur de patriotisme ? La lutte, évidemment, sera beaucoup plus sauvage, et les maux qui en résulteront seront beaucoup plus grands. Les blessés risqueront de rester abandonnés, car le service médical de l'envahisseur ne sera peut-être pas suffisant pour pourvoir à tout, et, il n'y a guère que sur lui que l'on pourra compter. De là des épidémies possibles, préjudiciables aux deux parties ; on sait en effet combien les maladies se répandent vite dans une armée en campagne. Il est certain que parmi cette population, soumise à toutes les misères d'une lutte hasardeuse, mal nourrie, menant une vie d'embuscades, la maladie se répandra très vite et s'étendra par conséquent à la population paisible, aux femmes, aux enfants, qui ne prennent pas part à cette levée en masse.

Les gens qui composent la levée en masse, ajoutent-ils, peuvent être pleins d'ardeur patriotique, mais ils ne sont pas habitués au feu, pas encadrés ; ils n'ont pas la cohésion d'une troupe organisée. A l'exaltation patriotique succédera vite, en cas d'échecs, la défiance, le désespoir, la suspicion, la crainte de la trahison et de l'espionnage.

Chez quelques natures ardentes ces sentiments ne feront que renforcer le patriotisme, mais, la plupart, au contraire, s'affoleront. Ce sera la panique, la fuite, la débandade. Ils abandonneront leur contrée pour se réfugier dans l'intérieur du pays, y semant l'alarme, les mauvaises nouvelles, exagérant le nombre des adversaires, diminuant par là même la force de résistance du reste de la population, ou bien des débris de l'armée en train de se reformer, ou des recrues en train de s'organiser. La levée en masse apparaît donc comme plutôt nuisible qu'utile à la défense elle-même ; elle exaspère l'envahisseur et le force à exagérer ses mesures de rigueur.

Par son indiscipline, elle gêne et elle compromet la défense organisée par l'armée régulière et tout cela inutilement, parce que, fatalement, elle doit céder devant l'invasion systématique, disciplinée, des troupes de l'armée ennemie.

Mais, tout autre sera la thèse des États qui ne disposent pas d'armées régulières considérables à opposer aux troupes des envahisseurs.

Ces États, qui peuvent avoir recours à ce mode de défense, ce sont les pays qui n'ont pas adopté le système de service militaire tel qu'il fonctionne dans les grands États, soit que le système des armées permanentes ne leur paraisse point convenable, soit que la tradition les en éloigne.

Les uns pratiquent, en effet, le système de l'enrôlement volontaire, comme l'Angleterre ; les autres, comme la Suisse, ne sont pas assez forts pour renoncer à ce suprême espoir des petits États : la levée en masse en cas d'invasion ; aussi s'autorisent-ils d'exemples historiques pour y voir la source des plus beaux traits du patriotisme et de la victoire, dans l'avenir comme dans le passé. Il faut dire que ces États sont, au point de vue du droit international, des États purement défensifs ; mais, conscients de leurs droits, et mettant au-dessus de tout la fierté de leur indépendance, ils sont, par contre, décidés à se défendre à outrance en cas d'invasion.

Ayant foi dans les bons résultats que peut donner la coopération de la population et de l'armée, ils n'entendent se priver d'aucun moyen licite pour refouler l'envahisseur et sauvegarder leur indépendance.

Mais, en somme (l'Angleterre exceptée) ces pays présentent ce trait commun qu'ils ne veulent pas se lancer dans des guerres offensives, et qu'ils cherchent à rester en dehors des opérations militaires où pour-

raient se trouver engagés entre eux les grands États. Cependant, comme leurs ressources, leur population restreinte, leur territoire peu étendu, ne leur permettent pas d'entretenir une armée très importante, en état de résister victorieusement peut-être à une invasion, ils comptent, dans une large mesure, suppléer à l'insuffisance numérique de leurs troupes, en appelant aux armes tous les citoyens valides. L'exiguïté même de leur territoire rend plus indispensable que partout ailleurs la collaboration de l'armée et de la population, en cas d'invasion.

Il est évident que, si comme exemple nous prenons un pays comme la Suisse, la levée en masse d'une population robuste, entraînée aux courses en montagne, dans un pays qui, au point de vue géographique est facile à défendre, où, précisément, les ressources naturelles de la défense peuvent compenser l'infériorité numérique des troupes ; que, dans un pays où, faute d'espace, un grand déploiement d'unités ne pourrait avoir lieu ; où la guerre serait plutôt une guerre d'embuscades, de surprises ; il est évident que la levée en masse des habitants, — chaque citoyen restant en quelque sorte sur place pour défendre sa maison et ses champs — pourrait devenir très efficace ! Voilà pourquoi, contre l'avis désintéressé des juristes les plus éminents, ces États continuent à voir dans la levée en masse la suprême ressource capable de leur conserver

une indépendance qui est à leurs yeux la plus précieuse des richesses, et, pour la défense de laquelle leurs peuples sont prêts à sacrifier leurs intérêts les plus chers.

SECTION II

DÉFINITION DE LA LEVÉE EN MASSE

On ne trouve pas de nombreuses définitions de la levée en masse qui soient précises. La plupart des auteurs se contentent de la décrire.

Ainsi MM. Funck-Brentano et Sorel se contentent d'analyser les conséquences de la levée en masse. M. Bonfils dit : « Des défaites réitérées ont désorganisé et décimé les armées qui défendaient le territoire. Le pays est menacé d'invasion totale, de conquête. Le gouvernement prescrit la levée en masse de tous les hommes valides, en vue de résister à l'envahissement. Ou bien, la population d'une province se lève spontanément, prend les armes et vient au secours de l'armée régulière amoindrie. »

M. Despagne s'exprime ainsi : « Les combattants peuvent d'ailleurs se présenter avec l'un des trois caractères suivants : membres de l'armée régulière, corps francs de volontaires, citoyens non incorporés compris dans une levée en masse.

» Enfin on attribue le caractère de belligérants aux citoyens qui se lèvent en masse pour défendre leur

patrie, soit spontanément, soit sur l'appel de leur gouvernement. »

MM. Piédelièvre et Guelle reconnaissent que « d'une façon générale il y a levée en masse, lorsque sur l'appel formel du gouvernement ou sur l'appel muet, mais non moins pressant de la patrie en danger, tout un peuple court aux armes pour la défense du territoire.

» Parfois aussi une province, un district, une ville, prend spontanément les armes et se joint aux combattants; cette hypothèse doit être, au point de vue qui nous occupe, rapprochée de la précédente ».

Pour M. Mérignhac, « on appelle levée en masse la réunion des habitants d'un territoire qui, sans organisation préalable, en présence de l'invasion, se concertent pour défendre le sol national ».

M. Pradier-Fodéré écrit : « Lorsque devant un envahisseur il y a une levée en masse, c'est-à-dire lorsque tout un peuple prend les armes pour la défense du territoire soit sur l'appel formel du gouvernement, soit spontanément, tous les hommes de ce peuple seront-ils des ennemis réguliers. »

Calvo : « Quelques auteurs ont prétendu placer sur la même ligne que la formation de guérillas la levée en masse d'une nation pour s'opposer à une invasion étrangère. Nous croyons que c'est là une erreur; en effet, lorsqu'un peuple court aux armes afin de repousser l'ennemi qui envahit son territoire,

ce sont en général les autorités elles-mêmes qui dirigent le mouvement et engagent par là la responsabilité du pays tout entier qui peut fort bien demeurer étranger aux actes de partisans qu'il n'a pas appelés sous les drapeaux.»

On ne rencontre donc pas beaucoup de véritables définitions de la levée en masse, la plupart des auteurs la décrivant plutôt qu'ils ne la définissent. Cependant l'idée commune qui s'en dégage, c'est : qu'il s'agit d'habitants qui prennent les armes pour la défense de la patrie.

Mais sous cette idée commune se cachent de nombreuses divergences quant au point de savoir quand et à quelles conditions les habitants qui prennent part à la levée en masse bénéficient de la qualité de belligérants. Les uns exigent à cet égard que la levée en masse soit ordonnée et organisée par le gouvernement (Guelle), que des conditions d'uniforme soient remplies ; d'autres se contentent que la levée en masse respecte les lois de la guerre et ne distinguent point suivant qu'elle est ordonnée ou spontanée.

M. Pradier-Fodéré veut que la levée en masse soit spontanée pour qu'un soulèvement patriotique puisse être ainsi qualifié.

Car, dit M. Pradier-Fodéré, « ce qui caractérise les levées en masse, c'est précisément de n'être ni réglementées ni organisées, puisque, le plus souvent, de

pareils soulèvements n'ont lieu que lorsque le temps et les ressources manquent pour une organisation régulière des forces nationales.

Les précisions que certains auteurs ont voulu apporter dans la définition de la levée en masse, et les distinctions qu'ils ont voulu établir, résultent, ajoute Pradier Fodéré, du désir d'auteurs comme Guelle de reconnaître le caractère d'ennemis réguliers au profit des combattants de la levée organisée par le gouvernement (et ce n'est alors qu'une des formes de la mobilisation) et de rejeter parmi les brigands ceux de la levée en masse spontanée qui s'est faite pour tenter de débarrasser le sol national des envahisseurs.

C'est pourquoi, dans une matière aussi délicate, il nous semble que la définition la plus large est la meilleure. Nous dirons donc, avec M. Renault :

« La levée en masse a lieu quand la masse des citoyens s'arme pour défendre le sol de la patrie. »

Le caractère qui, dans cette définition, paraît essentiel, est celui qui est relatif à la défense de la patrie ; il ne peut y avoir levée en masse, en effet, que dans le cas où, le territoire national étant envahi par l'ennemi, la population valide défend ce territoire, supplée ou remplace l'armée régulière et les corps francs organisés : on ne peut concevoir la levée en masse que dans le cas de guerre défensive,

en entendant ce mot dans le sens de défense du territoire envahi.

Ce moyen n'apparaît donc qu'à titre subsidiaire, pour suppléer à l'absence ou à la défaillance de l'armée régulière et ce caractère *exceptionnel* se manifestera surtout à l'époque moderne, étant donné l'adoption de plus en plus large du système militaire universel. Si la levée en masse a pu être, autrefois, fréquente et presque un procédé normal de lutte, elle tend de plus en plus à se restreindre aujourd'hui; elle n'existera guère que chez les peuples dont l'armée est peu nombreuse et dans le cas où, contre leur gré, ils seraient amenés à prendre part à des hostilités.

Du reste, ce moyen ne peut être toléré que dans le cas où la population d'un pays envahi défend ses foyers, son honneur; ce n'est que dans le cas du sursaut de la population pour l'accomplissement du plus légitime et du plus sacré des devoirs, que l'on peut l'admettre, car ce moyen entraîne avec lui trop d'inconvénients pour la civilisation en général pour qu'il puisse en être autrement. Si l'on se reporte aux auteurs qui ont relaté des exemples de ces levées en masse, on voit que, trop souvent, des atrocités épouvantables résultent presque toujours de l'emploi de ce moyen extrême. On cite en Espagne des faits inouïs de cruauté. Des ennemis ayant été pris par des guérillas espagnols furent martyrisés d'une manière affreuse. Un officier français voyageant avec

sa femme et leur enfant, furent enterrés jusqu'au cou et durent assister à l'agonie du pauvre petit que l'on avait éventré sous leurs yeux. Un général fut plongé dans une chaudière d'eau bouillante. Des soldats furent sciés entre deux planches, etc. Si donc on admettait que cette ressource put être employée dans la guerre offensive, on reculerait de vingt siècles ; ce ne serait plus la guerre entre peuples civilisés, mais la sauvagerie renouvelée des Huns et d'Attila, quand des hordes pillardes envahissaient les territoires fertiles pour les ravager par le fer et par le feu. On voit donc qu'il ne peut être permis qu'à la guerre défensive d'user d'une méthode toujours lourde d'inconnu tragique ; mais l'on ne peut évidemment l'interdire aux États dont le système militaire est tel que la privation de ce mode constituerait pour eux une aggravation que rien ne saurait compenser.

De ce caractère essentiel résulte cette conséquence importante : la levée en masse ne peut pas être considérée comme un mode ordinaire de faire la guerre ; il faut en outre remarquer que le motif qui inspire la levée en masse est toujours le même et il peut différer complètement de celui qui a motivé la guerre engagée ; quand le gouvernement a déclaré ou accepté la guerre, des considérations diverses d'ordre économique, d'intérêt commercial ou d'honneur national ont pu ensemble ou séparément le décider.

Certes, actuellement la guerre ne se décide pas

seulement entre les gouvernements et elle n'est déclarée par un gouvernement que s'il se sent soutenu par l'opinion, si l'opinion a fait sien le motif qu'a le gouvernement de déclarer ou d'accepter la guerre.

Mais, si cette guerre tourne mal, si elle a pour conséquences l'envahissement du territoire national, alors le motif qui a été la cause de la guerre devient secondaire, la population qui s'est plus ou moins passionnée pour ce motif l'oublie devant ce fait : la violation du sol de la patrie. Alors elle se soulève pour repousser l'envahisseur. La guerre peut donc être juste ou injuste, la levée en masse est toujours inspirée par les plus nobles motifs, par le sentiment le plus instinctif de l'homme ; il est donc impossible de traiter les citoyens qui se sont levés en masse avec une exacte rigueur juridique ; jamais plus qu'ici la formule latine n'a été vraie : *summum jus, summa injuria*.

« Qui donc aurait en effet l'idée de considérer et de châtier comme des malfaiteurs les citoyens qui prennent les armes pour défendre leur pays ; qui songerait à ériger en crime ce qui est l'accomplissement d'un devoir sacré ; qui prétendrait raisonnablement assimiler à des expéditions illicites la guerre légitime que soutient tout un peuple soulevé dans une résistance commune pour défendre son indépendance nationale et l'intégrité de son territoire ? Dans

une guerre d'invasion où le bourgeois, le paysan, l'ouvrier sont atteints dans leurs foyers, obligés de garantir leur maison, leur champ, de défendre leur pain et leur argent contre un assaillant armé d'obus et de réquisitions, un peuple envahi, bombardé, est mis individuellement dans le cas de légitime défense, chacun de ses membres est soldat et doit être traité comme tel » (1). Ce caractère de la levée en masse entraîne naturellement un peu de flottement et d'indécision dans la réglementation dont elle est l'objet ; mais une réglementation précise et rigoureuse ne pourrait pas être juste , elle ne serait d'ailleurs pas possible car la levée en masse peut avoir lieu dans des cas extrêmement variés, ainsi qu'on le montrera plus loin.

Nous allons nous efforcer de démontrer maintenant qu'il faut encore élever à la hauteur d'un principe, cette idée que : la levée en masse doit être indépendante du nombre des citoyens qui y participent ; c'est ici qu'il faut se garder de se laisser influencer par la terminologie courante, parce que, à première vue, cette expression de levée en masse pourrait faire croire que c'est *toute la population* qui prend les armes.

Si l'on s'en tenait à cette idée première, il semblerait que, dans le cas où toute la population n'y pren-

1. Pradier-Fodéré.

draît point part, ce ne serait pas une levée en masse.

On a soutenu, en effet, que la levée en masse doit comprendre, sinon toute la population, du moins un certain nombre d'individus ; alors, un petit nombre d'individus qui prendraient les armes pour repousser l'envahisseur, ne seraient plus rangés dans la catégorie des citoyens qui prennent part à une levée en masse. Telle semble bien être l'opinion qu'a eue Bluntschli en écrivant : « Lorsque les combattants se lèvent en grandes masses, comme cela a lieu en cas d'appel, de la Landsturm la qualité de combattants résultera avec évidence de leur nombre même. »

La grande majorité des auteurs n'a pas admis cette thèse ; pour elle, la question de la levée en masse est indépendante du nombre de ceux qui y prennent part. Il n'y a pas besoin d'insister à nouveau sur les raisons qui légitiment la levée en masse ; du moment où on l'admet lorsque c'est la population tout entière qui s'oppose à l'envahisseur, pourquoi ne pas l'admettre lorsque la résistance n'est l'œuvre que d'un petit nombre d'individus ? En effet, si l'envahisseur peut présumer qu'il aura à compter avec la résistance d'un peuple tout entier, il doit s'attendre également à la résistance fractionnée de différentes unités territoriales du pays. Une ville peut, en armant ses habitants, essayer d'arrêter une armée ; pourquoi quelques paysans d'un hameau de montagne ne pourraient-ils pas essayer

d'arrêter une avant-garde ou un détachement ?

Il est bien entendu qu'il faut éviter à une armée les surprises résultant de la manifestation soudaine d'actes d'hostilité de la part de gens qui apparaissent comme de paisibles particuliers. Car, comme le dit M. Renault, « il ne doit pas, en effet, y avoir lieu à équivoque. Il faut que le belligérant qui s'avance et voit des paysans travailler à la terre ne les attaque pas, mais en revanche, il faut que ces paysans, lorsque l'ennemi sera à portée, ne sortent pas subitement des fusils de leurs blouses ». Mais, à cet égard, il suffit pour donner toute sécurité à l'armée d'exiger que pour être traités comme belligérants, les participants à une levée en masse *portent ouvertement les armes*. Nous avons déjà dit que la levée en masse, de par sa nature même, échappait à une stricte réglementation juridique. Nous avons ici une application de cette idée. A vouloir trop préciser et à vouloir multiplier les conditions de la levée en masse, on aboutirait à des impossibilités pratiques.

Aussi, en exigeant que la levée en masse ait lieu en nombre respectable, néglige-t-on de définir ce qu'il faut entendre par là.

En effet, comment donner une idée précise de cette expression, nombre respectable ? Un belligérant est-il fondé à traiter une population soulevée contre lui d'après les règles du droit commun et non d'après les lois de la guerre, en d'autres termes à

lui refuser le caractère de belligérant, s'il considère que la partie soulevée de la population n'est pas assez importante par rapport à la partie non soulevée ; que la levée en masse ne réunit pas un nombre suffisamment important de citoyens ? Alors, c'est le domaine de l'arbitraire ? Ce sera, dans chaque cas particulier, les chefs de corps et — naturellement — les chefs de l'armée envahissante qui apprécieront. Rien ne serait plus contraire aux idées générales qui inspirent aujourd'hui la réglementation des lois de la guerre ; rien ne serait susceptible de donner lieu à plus de récriminations et de protestations de la part du pays envahi ; rien ne serait susceptible de donner lieu à plus de difficultés pratiques. Car, que faudrait-il entendre par « respectable » ? quelle majorité exigerait-on ? Serait-ce la moitié plus un des habitants, les deux tiers, les trois quarts ? ou bien, suffirait-il d'une importante minorité, et, de laquelle alors ? Autres difficultés : par rapport à quelle population compterait-on la majorité ou la proportion exigée ? serait-ce par rapport à l'ensemble de la population du pays ennemi ? ou bien à l'ensemble de la population du territoire envahi ? ou bien seulement à l'ensemble de la population dans un certain rayon autour du point où s'est produit la levée ? et, dans ce dernier cas, dans quel rayon ? Puis, quels citoyens considérerait-on comme levés en masse ? Le paysan qui, de temps à

autre fait le coup de feu, compterait-il au nombre des citoyens participant à la levée en masse.

En réalité, si par ailleurs ils remplissent les conditions exigées de la levée en masse, une dizaine de paysans qui se réunissent pour tirer sur un groupe d'éclaireurs ennemis doivent être traités en belligérants. Il est impossible de préciser ce « nombre respectable ». C'est donc avec raison qu'il n'en est fait aucune mention dans les conditions que les conférences de La Haye ont imposées à la levée en masse, pour qu'elle confère à ceux qui y prennent part la qualité de belligérants. Mais, des discussions mêmes des Conférences de Bruxelles 1874 et de La Haye 1899, il ressort qu'évidemment les grands États ne voient pas d'un fort bon œil la levée en masse; c'est pourquoi d'éminents juristes de ces grandes nations ont cherché à restreindre tout au moins la portée de cet état de fait qu'ils ne pouvaient pas reconnaître, quand un peuple tout entier se levait contre l'envahisseur.

Et cette question du nombre des participants à la levée en masse n'est évidemment intervenue que pour pouvoir rejeter les levées en masses partielles dans la catégorie des francs-tireurs, ce qui obligerait alors ceux qui y prendraient part à observer des conditions plus nombreuses pour avoir le droit d'être considérés comme belligérants.

Cependant, et dans un but évident de conciliation,

l'article 2 du règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, n'impose aucune condition de nombre quand il dit : « La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser, conformément à l'article premier, sera considérée comme belligérante si elle porte les armes ouvertement et si elle respecte les lois et coutumes de la guerre. »

SECTION III

LA LEVÉE EN MASSE, SPONTANÉE, OU PROVOQUÉE PAR LE GOUVERNEMENT

Nous avons adopté la définition la plus large de la levée en masse (il y a levée en masse, avons-nous dit, quand la masse des citoyens s'arme pour défendre le sol de la patrie) pour y faire rentrer les différentes formes qu'elle est susceptible de revêtir et que nous allons examiner successivement.

La levée en masse peut être d'abord ou bien *spontanée*, ou bien *provoquée* par le gouvernement.

La levée en masse est *spontanée* quand la population active se soulève d'elle-même contre l'envahisseur, indépendamment de toute pression du gouvernement sur elle. De ces levées en masse spontanées

on peut donner des exemples assez nombreux. Telle la levée en masse qui se produisit en *Espagne* de 1808 à 1812. On se rappelle dans quelles circonstances elle eut lieu.

Napoléon, sous prétexte de faire la guerre au Portugal, avait fait occuper toute l'Espagne du Nord par les troupes françaises, et, en mars 1808, Murat s'était établi à Madrid. Puis, dans les entrevues de Bayonne (mai 1808), l'empereur avait extorqué l'abdication de Charles IV, roi d'Espagne, celle de Ferdinand, prince des Asturies; il avait forcé les autres infants à renoncer à leurs droits; enfin, il avait nommé, par décret, son frère Joseph roi d'Espagne (8 juin).

Alors, d'abord à Madrid, puis peu à peu sur tous les points du territoire, de violentes émeutes éclatèrent. Ce soulèvement était tout spontané. On ne peut pas dire ici que le gouvernement avait provoqué la levée en masse, puisqu'il avait abdiqué et que le roi s'était exilé en France. Ce fut la levée en masse spontanée, la guérilla (1), le pays entier soulevé lui-même contre l'étranger envahisseur !

Qu'est-ce tout d'abord que cette forme spéciale des hostilités engagées entre un peuple attaqué chez lui et une armée d'invasion, forme si différente des opérations régulières, et, à laquelle on donne générale-

1. Gairal de Sérézín, *La Guerre de guérillas*.

ment, de nos jours, la dénomination espagnole de « guerre de guérillas ? »

Guérilla est le diminutif du mot espagnol *guerra* (guerre); la guérilla était une bande formée de partisans espagnols appelés guérilleros (1).

Pendant la Révolution, la France avait déjà connu cette façon de combattre, dans la lutte des Bleus et des Vendéens. A ce propos et pour donner une image saisissante de cette tactique, on peut citer les impressions d'un jeune officier combattant avec les Vendéens (2): « La bataille fut gagnée — dit-il (attaque d'Angers). J'avais été fort étonné de l'équipement des hommes avec lesquels j'étais, de leur ignorance de toute chose militaire. Je me figurais que je n'avais autour de moi que des éclaireurs, des enfants perdus. Après le combat, je fis mille questions. Quel est votre général en chef ? — Il n'y en a pas. — Quel est le major général ? — Il n'y en a pas. — Combien de régiments ? — Il n'y en a pas. — Mais, vous avez des colonels ? — Il n'y en a pas. — Qui donne le mot d'ordre ? — On n'en donne pas. — Qui monte la garde ? — Personne. — Quel est l'uniforme ? — Il n'y en a pas.

Où sont les ambulances ? — Il n'y en a pas. — Où sont les magasins de vivres ? — Il n'y en a pas.

1. Capitaine P. Martin, *La Guerre de guérillas*.

2. *Mémoires de la marquise de La Rochejaquelein*.

— Où fait-on la poudre ? — On n'en fait pas. — D'où la tire-t-on ? — On la prend aux Bleus. — Quelle est la paye ? — Il n'y en a pas. — Qui fournit les armes ? — Nous les prenons aux Bleus. J'allais d'étonnement en étonnement et je leur disais : il n'y a rien qui ressemble ici à une armée, mais je ne puis douter que nous venons de bien rosser les Républicains qui l'ont été hier à Vihiers. Toutes ces merveilles me confondaient. Dès le lendemain nous les battions à Montreuil, puis à Saumur. A présent je me suis accoutumé à cette façon de faire la guerre ».

En Espagne ces bandes étaient très nombreuses ; en novembre 1909 elles avaient pris un développement effrayant. Dans le tome XII de sa grande *Histoire du Consulat et de l'Empire* Thiers écrit : « Il se formait *spontanément* des troupes irrégulières que personne n'avait créées, ne songeait à nourrir ni à diriger ; qui, sorties pour ainsi dire du sol, conduites par l'instinct, agissant d'après les circonstances du moment, ne manquaient de rien parce qu'elles se nourrissaient elles-mêmes de leurs propres mains, réduisaient au contraire les Français à manquer de tout, paraissaient à l'improviste là où on les attendait le moins, se dispersaient si l'ennemi était en force, reparaissaient si elles le trouvaient disséminé pour la garde des postes ou l'escorte des convois ; renonçaient à le vaincre en masse, mais le

détruisaient, homme à homme, et comme l'humanité n'était pas la qualité de la nation espagnole, ni le devoir d'un peuple perfidement envahi, ne se faisaient faute d'égorger jusqu'au dernier les blessés, les malades et leurs escortes. » Cette spontanéité, cet élan magnifique du patriotisme espagnol, tiennent presque du miracle ; en tous cas la religion n'y a pas été étrangère, car, les Espagnols étaient superstitieux et leurs sentiments religieux étaient exaltés jusqu'à la fureur fanatique par un clergé tout puissant qui craignait de perdre ses riches dotations (1). Puis quand le roi Joseph eut supprimé les couvents, passant des conseils aux actes, des moines exaspérés réunissant quelques patriotes, se firent chefs de bandes et, à l'exemple du frère Jean des Eutomneures de Rabelais, sans quitter le froc, combattirent avec acharnement ceux en qui ils voulaient voir un ennemi, non seulement national, mais encore religieux. Dans son *Histoire de l'inquisition d'Espagne*, Florente rappelle que les ecclésiastiques étaient autorisés à prendre les armes, pourvu que ce fut pour tuer les Français et leurs adhérents. Du reste un catéchisme avait été publié par les soins du clergé, et dans ce curieux document, l'on peut lire :

1. Blaye. *Mémoires d'un aide-major sous le premier empire.*

D. — Combien y a-t-il d'obligations imposées à un Espagnol et quelles sont-elles ?

R. — Etre chrétien, catholique, apostolique, romain, défendre sa Sainte Religion, sa Patrie, son Roi, et mourir plutôt que de se laisser abattre.

D. — Qu'est-ce que la Patrie ?

R. — La réunion de plusieurs, gouvernés par un roi et suivant les mêmes lois.

D. — Est-ce un péché d'assassiner un Français ?

R. — Non, mon père, on fait une œuvre méritoire en délivrant la patrie de ces insolents oppresseurs.

Comme on le voit, rien n'était négligé pour exciter la haine entre l'envahisseur ; et les guérillas qui se formèrent spontanément, sous la double envolée religieuse et patriotique d'alors, accomplirent jusqu'au bout leur mission (1). Pris au moment de périr, pareils à ce cabildo et à son fils, dont parle lord Blayney dans ses curieux *Souvenirs d'un prisonnier de guerre anglais*, au lieu de montrer du repentir de leurs crimes, ils s'en glorifiaient et disaient que si les Espagnols avaient tous fait leur devoir comme eux, les Français auraient été depuis longtemps exterminés et qu'il n'en serait plus resté un seul en Espagne. « Ces guérillas étaient répandues

1. Naylies, *Mémoires sur la guerre d'Espagne pendant les années 1809, 1810 et 1811*.

sur tous les points. Comme la population entière les favorisait, elles étaient averties du départ des convois qui presque toujours tombaient dans leurs embuscades (1). Lorsque les troupes françaises s'éloignaient momentanément d'une ville, une guérilla s'y montrait aussitôt pour massacrer les trainards et les malades restés dans les hôpitaux.

» Surprise dans la campagne, la guérilla faisait sa retraite sur un village. Si la cavalerie qui la poursuivait n'y entrait pas immédiatement après elle, si des mesures de précaution l'obligeaient à faire observer le lieu dans lequel on allait s'engager, les chevaux de la guérilla étaient à l'instant dégarnis, les armes cachées, les soldats reprenaient des habits de paysans et l'on ne trouvait plus dans le village que des laboureurs et les instruments inoffensifs de l'agriculture. »

Tous les historiens et auteurs de mémoires sur la guerre d'Espagne, s'accordent pour déplorer les maux que ces guérillas causèrent à la grande-armée.

De qui se composaient ces bandes ? Napier, désireux de faire retomber l'honneur de la victoire finale sur les troupes de la Grande-Bretagne, répond : « De tous ceux qui craignaient la prison ou qui parvenaient à s'évader, de tous les contrebandiers, des moines qu'importunaient les règles de leur couvent,

1. Blaye.

des paresseux qui voulaient éviter de servir dans l'armée et devenaient parfois chefs de ces bandes. » Mais M. Dumas, l'impartial traducteur et commentateur de l'ouvrage, si remarquable pourtant, du général et historien anglais, se hâte d'ajouter que « les inconvénients inévitables de ces bandes désordonnées étaient plus que balancés par le mal et la gêne qu'elles causaient aux Français et par les avantages qui en résultaient pour les alliés ». Et, tout en reconnaissant que le désir de s'emparer des objets d'argent que le roi Joseph envoyait faire fondre à l'Hôtel des Monnaies de Madrid, avait pu contribuer à la formation de quelques guérillas, il fait une large part à de plus nobles sentiments (1). Ainsi dit-il : « La vengeance, l'esprit d'entreprise ou l'ambition louable de servir son pays plus efficacement que dans les rangs des troupes réglées » furent des motifs essentiels qui suscitérent ces soulèvements patriotiques, qui, l'absence de Napoléon aidant, délivrèrent l'Espagne.

L'histoire a retenu les noms des principaux chefs de ces guérillas. Ce sont :

Renovalès et les deux Mina, dans la Navarre et l'Aragon ;

Porlier, surnommé le Marquisetto, et Longa, dans les Asturies et la Biscaye. Juan-Martin ou l'Em-

1. Napier, Trad. de M. Dumas.

peinado, qui inquiéta si fort les environs de Madrid ; Julian Sanchez, dans le Gata et le pays de Salamanque ; le docteur Rovera ; Perena et quelques autres en Catalogne ; Juan l'aladea, ou El-Medico, entre la Morena et Tolède ; le curé de Merino, El-Principe, et Saornil dans la Castille, le frère Sapia à Soria, et Juan Abril près de Ségovie. Tous ces chefs n'eurent pas le même mérite. Renovalès, officier de troupes, leva les paysans des vallées entre Pampelune et Saragosse, après la reddition de cette dernière ville, et fut bientôt vaincu. Juan-Martin, Rovera, Julian Sanchez et l'étudiant Mina, montrèrent beaucoup d'intelligence militaire. Sanchez était certainement un très brave et très honnête homme ; mais Espoz-y-Mina, oncle et successeur de l'étudiant, surpassa ses contemporains.

Né paysan, il méprisait les hautes classes, et ne voulut jamais admettre un hidalgo dans sa troupe. Depuis 1809 jusqu'à la fin de la guerre, il se maintint dans les provinces limitrophes de l'Ebre. Souvent défait, chassé d'une position à l'autre, il n'en augmenta pas moins ses forces. En 1812 il avait plus de 10.000 hommes qu'il payait régulièrement, et cela par des ressources qu'il avait dû créer lui-même. L'une d'elles est remarquable : il avait fait un traité avec les généraux pour que tous les objets non relatifs à la guerre et venant de France fussent conduits par ses guérillas, moyennant un droit que Mina

employait à la subsistance de ses troupes. Ces guérillas ne retardèrent peut-être jamais sérieusement les progrès des Français, conduits par les plus grands généraux de l'époque. Mais en harcelant continuellement leurs troupes, ils les démoralisèrent, et finalement, ces bandes qui pouvaient peser à tout le monde, n'en contribuèrent pas moins puissamment à la libération du territoire.

Ces bandes n'avaient pas d'uniforme. Elles offraient un mélange bizarre de costumes civils et militaires appartenant aux corps les plus divers. M. de Naylies trace un tableau très pittoresque de ces patriotes de la levée en masse : « Les uns étaient vêtus en paysans castillans, les autres en dragons, en chasseurs ou en fantassins français, car, lorsqu'ils prenaient un de nos soldats ils le dépouillaient et s'emparaient de son uniforme. Mais avec un habit de dragon et des épaulettes d'officier d'infanterie, ils conservaient les guêtres, la culotte et le gilet de drap capucin ; avec une pelisse de hussard ils étaient coiffés d'un chapeau rond. L'équipement de leurs chevaux offrait un pareil mélange et la même bizarrerie.

Je remarquai un de ces guérilleros qui, avec les haillons les plus dégoûtants, portait un chapeau d'officier général français. Un autre, qui paraissait être un des chefs, avait un habit d'inspecteur aux revues, un shako et une ceinture rouge ; il montait un bel anda-

lou couvert de nœuds de ruban de la Légion d'honneur ; on voyait des décorations de cet ordre pendre devant le poitrail et sur la croupe de son cheval ; il le maniait avec beaucoup d'adresse et de légèreté. Ce guérillero était brave et déterminé, car il ne se retira que le dernier, commandant l'arrière-garde composée d'une vingtaine de cavaliers, dont la plupart nous parurent avoir été à notre service. En lâchant leur coup de carabine ils nous adressaient la parole, nous demandaient des nouvelles de leurs régiments et de plusieurs individus. Un d'entre eux s'écria : « Le général... est-il toujours voleur ? un tel... est-il toujours poltron ? Ce guérillero n'était que médisant.

Beaucoup de bandes se recrutaient avec des déserteurs allemands et polonais ou avec des mauvais sujets chassés de nos régiments. Ils étaient plus à craindre que les Espagnols ; ils l'emportaient sur eux en bravoure et en cruauté. Pour gagner leur confiance ils briguaient les postes les plus périlleux. La crainte de tomber entre nos mains les faisait combattre en désespérés et souvent la bravoure la plus brillante a ramené au combat les Espagnols, « honteux de se voir surpassés par de pareils misérables ».

Voilà, certes, une façon de combattre bien extraordinaire ! et l'on comprend qu'avec une telle absence de discipline les chefs les mieux intentionnés, peut-

être, n'aient pu réfréner les instincts cruels de leurs hommes. Aussi, les récits que l'on peut lire touchant la manière dont ces guérillas traitèrent trop fréquemment les malheureux qu'ils avaient fait prisonniers fait-elle frémir d'horreur les plus endurcis.

Du reste les Français considèrent les défenseurs de l'indépendance espagnole comme des brigands ou des bandits. C'est toujours sous la désignation d'insurgés que les officiers, même anglais, parlent des Espagnols. En effet, Napoléon ne pouvait pas reconnaître aux guérillas, aux paysans armés, la qualité de combattants, puisque le pays étant *occupé* par ses troupes et son frère Joseph étant roi d'Espagne, ceux qui se révoltaient contre l'autorité de son frère et de ses maréchaux n'étaient à ses yeux que des insurgés. C'est ainsi que s'expliquent ses ordres de fusiller sur-le-champ ceux qui seraient faits prisonniers.

D'autres exemples de levées en masse spontanées nous sont fournis par l'histoire de France elle-même. L'une eut lieu dans le Midi. Venant d'Espagne, Wellington avait envahi le Midi de la France : les habitants du val de Bigorre se soulevèrent par suite des déprédations de Mina et de Morillo. C'est alors que lord Wellington prévint les habitants des provinces du Midi qui se soulevaient sur le passage de ses troupes qu'il ferait justice, par des exécutions sommaires, de toute tentative de résistance.

En Suisse, en 1798, le canton d'Unterwald et surtout Nidwald, se distinguèrent par l'énergie avec laquelle ils résistèrent à un corps de 12.000 à 15.000 Français qui s'étaient mis en marche pour attaquer le pays sur plusieurs points à la fois. « Tous les habitants se levèrent au son du tocsin ; ils n'étaient que 2.000 et il y avait dix postes à garder. Les 4, 5 et 8 septembre les Français firent diverses attaques pour reconnaître leurs positions ; mais l'attaque générale eut lieu le 9 au point du jour, soit par l'Obwald, soit par six points du rivage, dont ils s'approchèrent avec un grand nombre de bateaux. Les Unterwaldois repoussèrent les assaillants avec un courage héroïque ; tous les passages furent défendus pied à pied. Après plusieurs heures d'une lutte acharnée, les succès étaient balancés, lorsque survinrent de nouvelles colonnes de Français ; hommes, femmes et enfants, jeunes filles, vieillards, tous continuèrent à combattre en désespérés et moururent plutôt que de se rendre ; c'était, écrivait le général Schauenbourg, « l'affaire la plus chaude qu'il eût jamais vue (1). »

LA LEVÉE EN MASSE PROVOQUÉE

Dans les exemples que nous venons d'indiquer la levée en masse présente, au moins à ses débuts, un

1. Schaub et E.-H. Gaullieur, *Histoire suisse*, 1856.

caractère spontané. Mais il n'en est pas toujours ainsi ; le plus souvent c'est le gouvernement légal (ou le gouvernement de fait qui s'est substitué à l'impéritie du premier pour résister à l'ennemi) qui prend ou bien l'initiative d'appeler aux armes la population valide pour collaborer avec l'armée régulière (ou ses débris) à la défense de la patrie, ou bien qui, mais toujours dans ce but, cherche à rendre générale la levée qui a pu déjà se produire partiellement sur certains points du territoire. En effet, la levée en masse est un phénomène très curieux et qui passe par divers états. *Spontanée* tout d'abord elle devint *provoquée* en Espagne lorsque des juntas ou gouvernements insurrectionnels se constituèrent qui prirent en main l'organisation du soulèvement national.

Par un « bando » ou édit du 29 mai 1808 la junta de Séville ordonne la levée en masse et décrète l'armement de tous les hommes âgés de seize à soixante ans.

« Elle s'adresse de plus aux juntas locales et leur donne l'ordre d'armer les populations ; ces prescriptions furent suivies dans les provinces de Burgos, d'Aranda, de Soria, de la Navarre et de Biscaye où la levée en masse se fit, non pas au profit des troupes régulières ou même permanentes, mais servit à constituer des bandes nombreuses, peu importantes, qui se dispersaient à l'approche des

colonnes françaises et se réunissaient quand les troupes impériales s'étaient éloignées. En Catalogne, l'organisation des corps de partisans fut facilitée et préparée par les institutions locales : toute la population mâle en état de porter les armes était tenue, en vertu de la constitution de la province, de se réunir sur certains points désignés à l'avance, chaque fois que sonnerait la cloche d'alarme appelée : *somaten* ; de là le nom de *somatènes* qui fut donné aux bandes catalanes, au cours de la guerre péninsulaire.

L'Espagne nous offre donc bien un exemple de levée en masse, *spontanée* d'abord, *provoquée* ensuite. Le roi Ferdinand en exil en France, Joseph n'étant pas reconnu comme souverain par le peuple, les patriotes vont obéir à ces autorités insurrectionnelles que sont les juntas. Elles exalteront les sentiments patriotiques et religieux de la nation, et préférant à la discipline de l'armée régulière la licence des « *quadrillas* » et des « *partidas* » ces « *guerilleros* » deviendront les adversaires implacables des troupes impériales. Pour encourager les habitants à prendre part à la lutte, des manifestes vibrants seront publiés, tel celui-ci, qui est typique, et que nous nous permettons de citer, malgré sa longueur. Nous rapprocherons, tout à l'heure, de ce texte, celui de la fameuse proclamation de Frédéric-Guillaume de Prusse, de 1813.

Ce fameux manifeste fut publié en novembre 1809

par l'évêque de Laodicée, président de la Junte de Séville, au sujet de la paix avec l'Autriche. Comme cette pièce, peu connue, est pleine de force et de beaux mouvements oratoires, M. de Nayliès (1) la cite page 237 de ses *Mémoires sur la guerre d'Espagne 1808, 1809, 1810, 1811.*

Espagnols !

Nos ennemis annoncent comme certaine leur paix avec l'Allemagne ; et le concours des circonstances qui viennent à l'appui de cette nouvelle lui donne un caractère d'authenticité tel qu'il est désormais bien difficile d'en douter. Ils nous menacent déjà de puissants renforts, qu'ils supposent en marche pour achever notre ruine. Plus présomptueux et plus fiers depuis leurs succès dans le nord ils osent en appeler à notre cœur qu'ils croient peut-être sensible à la bassesse ; et, dans leur hypocrite humanité, ils nous engagent à implorer la démente du vainqueur et à courber nos têtes sous le joug pour les soustraire au glaive. Insolence inouïe, outrage sans exemple que la postérité refusera de croire malgré les monuments qui en parviendront jusqu'à elle. Et ces barbares ne rougissent pas de nous imputer les maux que leur injuste agression a fait fondre sur notre malheureux pays ! Ils nous rendent responsables de tous ceux où ils vont encore le précipiter, si nous prolongeons notre résistance !... c'est en vain, esclaves du tyran, que vous nous épuisez en

1. Naylies, *Mémoires sur la guerre d'Espagne, pendant les années 1808, 1809, 1810, 1811.*

spécieux arguments ! nous ne croirons jamais que l'oubli de nos droits et de nos devoirs soit sagesse. La lâcheté ne sera jamais prudence à nos yeux. Votre machiavélisme nous a placés entre l'ignominie et la mort. Dans cette situation cruelle, à quoi pensez-vous que se décide une nation généreuse ? Est-il pour elle d'autre parti que de verser jusqu'à la dernière goutte de son sang, plutôt que de se déshonorer par une basse soumission ! Meurtres, pillages, dévastations... n'épargnez aucun crime. Depuis vingt mois vos bras ne sont pas encore fatigués de tant d'horreurs. Quels fruits en avez-vous retirés ? Vous le savez !...

... Pourrions-nous abandonner la cause du ciel à l'athéisme de ces montagnards frénétiques ? Et la nation espagnole, connue pour sa pitié si pure, cesserait-elle de combattre pour ces saints autels que pendant sept siècles et dans mille et mille combats, nos ancêtres défendirent contre l'impie férocité du sarrasin. Si telle était notre lâcheté, vous verriez les victimes de cette mémorable guerre élever du fond du sépulcre une tête accusatrice et vous dire : « Ingrats, voilà donc le prix de nos sacrifices ; c'est donc ainsi, perfides, que vous avez prodigué notre sang ? » Non, héros de la patrie, rentrez dans la paix du tombeau ; que cette crainte ne trouble pas le repos de vos cendres. Votre glorieux exemple nous apprend notre premier devoir. Nous sommes bien convaincus que la paix n'est pas derrière nous, mais qu'elle est devant nous.

A force de combats et de travaux, à force de valeur et d'audace, nous devons obtenir enfin cette heureuse tranquillité que les barbares nous ont enlevée. Craindrions-nous la mort ? d'autres avant nous l'ont trouvée : ils ont scellé de

leur sang le noble serment auquel nous avons toujours juré de demeurer fidèles. Qui nous a dégagés ? Qui a rompu cette alliance de gloire et de périls que nous avons tous contractée ? Notre Patrie est dévastée ; on nous insulte ; on nous regarde comme un vil troupeau que l'on vend, que l'on achète et que l'on égorge quand on veut !

Notre roi !... A ce nom, nobles Espagnols, vous sentez bouillonner dans vos cœurs l'ardeur et l'énergie qui conduisent à la victoire... Écoutez sa triste voix : il implore la valeur espagnole ; il vous demande ou la liberté ou la vengeance. Il n'y a pas de paix ; il ne peut y en avoir tant que la face des affaires n'aura pas changé. Que l'Espagne soit libre, tel fut alors le vœu universel ! Que l'Espagne soit libre ! tel est aujourd'hui le vœu national ! Si elle ne peut l'accomplir, qu'elle devienne au moins un vaste désert, un large tombeau, où les cadavres français et espagnols, entassés pêle-mêle, attesteront aux siècles futurs, et notre héroïsme et le châtimement de nos oppresseurs !

Mais la fortune n'est pas si ennemie de la vertu qu'elle ne laisse à ses défenseurs que cette fatale extrémité. Il est écrit dans le ciel, et l'histoire des nations nous l'atteste, que le peuple vraiment ami de la liberté finit par conquérir son indépendance, malgré les ruses et la violence de la tyrannie. La victoire qui, si souvent est un présent du sort, est tôt ou tard le prix de la constance. Qui défendit les petites républiques de la Grèce contre l'invasion de Xerxès ? Qui releva le Capitole, renversé par les Gaulois ? Qui en détourna les foudres d'Annibal ? Qui, dans des temps plus rapprochés, délivra la Suisse de la tyrannie germanique ? et qui donna

l'indépendance à la Hollande malgré les forces de nos aïeux ? Qui, enfin, inspire aujourd'hui au peuple tyrolien son héroïque résolution ? Entouré d'ennemis, dénué de secours, il n'écoute que son horreur pour le tyran ; et les arbres et les rochers qu'il arrache aux montagnes sont pour lui des armes irrésistibles dont il accable les bataillons du vainqueur de Dantzig.

Suivons sans crainte un si bel exemple ; notre situation est la même ; la même ardeur nous anime ; les mêmes espérances doivent nous encourager. Le Dieu des armées nous couvrira de ses ailes ; et satisfait de la constance avec laquelle nous avons bravé tous les périls, il nous conduira à travers les écueils et les orages, au port de l'indépendance.

Espagnols ! la Junte vous fait franchement cette déclaration parce qu'elle ne veut pas vous laisser ignorer un moment le nouveau danger qui vous menace ; elle vous l'annonce, dans l'espoir que bien loin de vous laisser abattre, comme nos ennemis s'y attendent, vous allez déployer de nouvelles forces et vous rendre encore plus dignes de la cause que vous défendez et de l'admiration de l'univers : elle vous l'annonce parce que saintement engagés à sauver l'Espagne, et assurés que le vœu unanime des Espagnols est d'être libres à quelque prix que ce soit, nous ne manquerons d'employer pour chasser l'ennemi : *Aucune ressource, aucun moyen, quelque violent, quelque extraordinaire qu'il soit.* Nul privilège ne pourra dispenser de voler au secours de la patrie...

Eh ! quoi, notre ennemi n'épargne rien pour nous dompter et nous n'emploierions pas tous les moyens pour nous

défendre ! Il y a des provinces qui ont su chasser l'ennemi, et celles que le ciel a préservées d'un si terrible fléau n'emploieraient pas tout pour s'en garantir !

La victoire est à nous ; à nous, si jusqu'à la fin de cette glorieuse entreprise, nous savons conserver cet enthousiasme sublime qui nous la fit commencer. Des efforts de tous, des sacrifices de tous, doit se former cette masse colossale que nous opposerons au choc de l'ennemi...

En étudiant les événements de 1813, en Prusse, on a l'occasion de faire un rapprochement très curieux entre ce manifeste et la proclamation de Frédéric-Guillaume III. On trouve même une similitude verbale tout à fait étonnante dans les expressions employées par ces deux peuples au génie si différent.

En effet, la levée du Landsturm en 1813 nous offre l'exemple le plus frappant et le plus célèbre d'une levée en masse *provoquée* par le gouvernement.

Résumons en quelques mots la situation.

La Prusse avait été écrasée à Iéna, Auerstædt, etc. Au traité de Tilsitt qui suivit ces défaites, elle dut payer 100 millions, garantis par une occupation militaire, céder tout ce qu'elle possédait à l'ouest de l'Elbe, tout ce qu'elle avait acquis au deuxième et troisième partage de la Pologne (8 juillet 1807). Mais, comme dit M. Mougenot (1), « c'est la conscience

1. René Mougenot, *Des Pratiques de la guerre continentale pendant le premier Empire.*

Léon Brühl (cité par Mougenot).

nationale qui sauva la France en 1792 et lui revint en 1814; c'est la conscience nationale qui souleva l'Espagne contre la domination étrangère et arracha l'Allemagne à son esclavage dégradant. C'est cette puissance invincible qui donna naissance au patriotisme allemand.

» L'invasion étrangère, l'humiliation, la honte, feront enfin comprendre que l'Allemagne ne peut pas être un esprit pur, une âme sans corps, et qu'il faut lutter pour mériter de vivre. »

Le philosophe de Königsberg, Kant, aida l'Allemagne à se ressaisir et Fichte dégage enfin non seulement l'idée de patrie, mais encore la notion nette et précise de l'unité allemande, dans son dialogue sur le *Patriotisme et son Contraire*, ouvrage paru après sa mort. Mais Fichte prononça de son vivant ses célèbres discours à la nation allemande où il disait : il faut périr ou combattre; l'instant est décisif. « Dans l'excès du malheur public, l'idée de l'Allemagne une est née : elle ne s'effacera plus. » Puis le ministre d'État Stein, chassé du ministère par ordre de Napoléon, ne cesse d'écrire pour exposer ses espérances, dévoiler ses projets.

Arndt vulgarise l'œuvre de Stein et s'attache dans l'*Esprit du Temps* à faire revivre l'unité nationale : « Un homme, dit-il, est rarement assez héroïque pour supporter, sans se corrompre, la servitude et le mépris ; une nation ne le peut jamais. Pas de grands

hommes sans grands peuples, pas de grands peuples sans patriotisme. » Des poètes comme Koerner, Schenckendorf, Ruckert, Uhland, Henri de Kleist, s'adressent à l'âme populaire et s'efforcent de lui infuser leurs colères ou leur enthousiasme. Des lettrés, le mouvement gagna le peuple ; des sociétés secrètes se fondèrent, dont l'unique but était de lutter contre la domination française : telle la *Tugenbund* (ligue de la vertu) ; la conspiration était partout.

Des tentatives de soulèvement se produisirent. Le lieutenant Katt, à la tête d'une bande de partisans, tente, mais sans réussir, une incursion sur le territoire westphalien, devenu le royaume de Jérôme Bonaparte (3 avril 1809). Le major Schill, qui s'est improvisé chef de bande en 1806, puis qui a été versé avec ses hommes dans l'armée régulière, réunit le 28 avril 1809 ses hussards, sort de Berlin, croyant faussement que l'archiduc Charles a battu à Hof les Français, harangue ses soldats, leur déclare qu'il commence une guerre à mort contre la tyrannie étrangère, mais leur laisse ignorer s'il est, oui ou non, autorisé par le roi de Prusse. Sur les instances de Jérôme, Frédéric-Guillaume désarme son officier, le déclare coupable de haute trahison, et fait saisir ses biens. Le roi de Prusse envoie de plus, en secret, un de ses aides de camp au major avec mission de lui offrir grâce complète s'il quitte la Westphalie le jour

même ; Schill se contente de répondre : « Si je péris dans mon entreprise je trouverai grâce devant Dieu ; si je réussis, je trouverai grâce devant mon roi. » Le hardi chef de partisans, repoussé dans une tentative sur Magdebourg et rejeté sur Stralsund, y fut attaqué par les Hollandais et Danois. Les 6.000 hommes que Schill était parvenu à réunir furent taillés en pièces. Après avoir tué de sa main le général hollandais Carteret, Schill lui-même tomba mort, frappé de deux coups de feu (31 mai 1809). Les patriotes allemands furent tous, au moins de cœur, avec Schill, dont ils firent un martyr.

Quant au duc de Brunswick-Oels qui, lui, fut d'abord *soldat*, et qui avait formé en Bohême la légion noire, forte d'environ 12.000 fantassins et 500 cavaliers (et qui combattait, non plus seulement pour provoquer l'insurrection allemande, mais pour recouvrer ses propres États, dont il avait été dépouillé en 1806), il hésita sur la conduite qu'il devait tenir, après Wagram, l'Autriche ayant signé à Znaïm un armistice où il était dit que les Autrichiens et leurs alliés évacueront la Saxe et la Thuringe. S'il persistait à combattre, l'armistice signé, il serait traité en brigand. Il persista, reprit possession de sa capitale, conjura ses anciens sujets de se lever en masse. Mais, talonné par les troupes westphaliennes et françaises, il finit par s'embarquer sur la flotte de l'amiral anglais George Stewart.

Les succès de Napoléon interrompirent ces tentatives, mais le mécontentement en fut exaspéré ; d'une façon générale les patriotes allemands se ralliaient autour de la Prusse. En 1810 avait été inaugurée l'Université de Berlin que fondirent Schleiermacher et Guillaume de Humboldt, et dont Fichte fut le premier recteur.

Le roi de Prusse ne cherchait depuis longtemps qu'à mettre à profit la haine que le pays de l'Europe le plus maltraité par Napoléon avait vouée à l'empereur et aux Français. « Les armées françaises étaient restées à demeure sur le sol germanique, vivant aux dépens du pays conquis, qu'écrasaient, en outre, les contributions de guerre. La Prusse et l'Autriche étaient à moitié détruites : Bramaau, Magdebourg, Hambourg, Dantzic étaient occupées par des garnisons françaises. Dès 1806, M. de Gentz disait dans une brochure : « L'Allemagne deviendra-t-elle ce que sont devenues la Hollande, la Suisse et l'Italie ? Ce n'est ni la Russie ni l'Angleterre qui peuvent accomplir le grand œuvre de la délivrance européenne : c'est à l'Allemagne qu'il est réservé. C'est l'Allemagne qui a été la principale cause de la ruine de l'Europe, c'est l'Allemagne qui doit opérer l'affranchissement général et restituer à la France une existence tranquille et harmonique, qui la réconciliera avec tous les peuples et avec elle-même ». L'heure du soulèvement leur apparut quand

ils virent la grande armée revenir de Russie vaincue par sa conquête.

Le 30 décembre 1812 le général York, qui commandait le corps auxiliaire prussien mis par Frédéric-Guillaume à la disposition de Napoléon, au début de la guerre de Russie, avait séparé sa cause de celle des Français. « Le 12 février 1813, York adresse de Kœnigsberg au peuple allemand une proclamation où il est dit : les représentants de la nation assemblés ont décrété, outre l'armement général, l'organisation d'un corps national de cavalerie pour renforcer l'armée. »

Une première ordonnance du roi de Prusse consacre officiellement le principe énoncé dans la proclamation d'York, et appelle aux armes les jeunes gens assez riches pour s'équiper et se monter eux-mêmes.

L'édit du 3 février déclare soldats les hommes de dix-huit à vingt-quatre ans jusqu'alors exemptés pour raisons diverses du service militaire. Le 17 mars, l'ambassadeur français, M. de Saint-Marsan, se voit notifier la déclaration de guerre de la Prusse. C'est alors qu'apparaît la fameuse ordonnance consacrée à l'organisation de la Landsturm et dont voici les principaux articles :

Article premier. — Chaque citoyen est tenu de repousser l'ennemi avec les armes dont il peut disposer, quelles qu'elles soient ; de s'opposer à ses ordres et à leur exécution, de

quelque nature qu'ils soient ; de braver ses défenses, et de nuire à ses projets par tous les moyens possibles.

Art. 3. — En cas d'invasion, la Landsturm est tenue ou de combattre l'ennemi en bataille, ou d'inquiéter ses derrières et de couper ses communications.

Art. 4. — La Landsturm est levée partout où l'ennemi essaiera de pénétrer sur le territoire allemand.

Art. 5. — Chaque citoyen qui n'est pas en face de l'ennemi ou qui n'appartient pas à la Landwehr, doit se considérer comme faisant partie de la Landsturm quand l'occasion s'en présente.

Art. 8. — La Landsturm a donc pour destination spéciale de couper à l'ennemi ses chemins ou sa retraite ; de le tenir sans cesse en éveil ; d'intercepter ses munitions, ses approvisionnements, ses courriers, ses recrues ; d'enlever ses ambulances ; d'exécuter des coups de main pendant la nuit ; en un mot de l'inquiéter, de le fatiguer, de le harceler sans relâche, de l'anéantir par troupes ou en détail, de quelque façon que ce soit. L'ennemi s'avance-t-il dans le pays, même à une distance de 50 milles, sa situation sera précaire si sa ligne d'investissement manque de largeur, s'il ne peut plus envoyer de petits détachements soit pour fourrager, soit pour faire des reconnaissances, sans savoir par expérience qu'ils seront anéantis, enfin s'il ne peut avancer que par masses profondes ou sur les chemins tout tracés. L'Espagne et la Russie en ont montré l'exemple.

Les proclamations des Russes (1812) qui, comme le remarque M. de Ségur, pour des peuples gros-

siers devaient être grossières, disaient en effet :
« L'ennemi, avec une perfidie sans pareille, annonce la destruction de notre pays. Nos braves veulent se jeter sur ses bataillons et les détruire ; mais nous ne voulons pas les sacrifier sur les autels de ce Moloch. *Il faut une levée générale* contre le tyran universel.

» Il vient, la trahison dans le cœur et la loyauté sur les lèvres, nous enchaîner avec ses légions d'esclaves. Chassons cette race de sauterelles ! Portons la croix dans nos cœurs, le fer dans nos mains ! Arrachons les dents à cette tête de lion, et renversons le tyran qui veut renverser la terre ! » Un même souffle patriotique anime les provocations à la levée en masse de ces trois peuples ; seulement les Espagnols et les Russes virent en Napoléon un ennemi de la religion. Ce caractère n'apparaît pas dans la proclamation prussienne ; certes, les Prussiens comptent bien un peu que le ciel favorise leur cause, mais on ne montre pas l'empereur comme une incarnation de l'Antéchrist ! le sentiment qu'elle délivre son sol de l'envahisseur suffit à la population pour créer des combattants qui, d'avance, ont fait à la Patrie le sacrifice de leur vie. Mais en comparant entre eux le texte espagnol et le texte allemand, on s'aperçoit que les mêmes moyens sont préconisés dans le but de délivrer le sol national. L'évêque de Laodicée avait dit : « ... Engagés à sauver l'Espagne et assurés que le vœu unanime des

Espagnols est d'être libre, à quelque prix que ce soit, nous ne manquerons pas d'employer pour chasser l'ennemi aucune ressource, aucun moyen quelque violent, quelque extraordinaire qu'il soit ! » Frédéric-Guillaume III dira : « En cas de convocation de la Landsturm, le combat est une nécessité, une défense légitime qui autorise et sanctionne tous les moyens. Les plus décisifs sont les meilleurs, car ce sont ceux qui servent de la façon la plus efficace une cause juste et sacrée. »

La Gesetz-Sammlung de 1813 avait dit, dans son article 13 : « La Landsturm n'a ni uniformes ni signes particuliers, car ces uniformes et ces signes serviraient à la faire reconnaître par l'ennemi et l'exposeraient aux persécutions. »

Quand une nation en arrive à ce point d'exaspération, quand de pareilles proclamations permettent de commettre n'importe quelle action, du moment que c'est pour délivrer la patrie, la guerre devient alors implacable et barbare. Tous les pays qui ont dû faire appel à la levée en masse ont dû fermer plus ou moins les yeux sur des actes abominables, que l'on peut comprendre, vu l'exaltation des cœurs et la cruauté, la nature fruste ou grossière de ceux qui tentaient de libérer le sol national. Mais si l'on peut les comprendre, il est impossible de les excuser. En 1870 les autorités françaises provoquèrent parfois à des soulèvements la population dans leur ressort.

Ainsi le préfet de la Côte-d'Or, Luce-Villiard, envoya, le 21 novembre, à tous les sous-préfets et maires, une circulaire dans laquelle il disait aux populations du département :

« La patrie ne vous demande pas de vous réunir en masse et de vous opposer ouvertement à l'ennemi, elle attend de vous que, chaque matin, trois ou quatre hommes résolus partent de la commune et se portent à un endroit désigné par la nature elle-même, d'où ils puissent tirer sans danger sur les Prussiens. Ils ont avant tout à faire feu sur les cavaliers ennemis dont les chevaux doivent être remis au chef-lieu de l'arrondissement. Je leur décernerai une prime et ferai publier leur action héroïque dans toutes les feuilles départementales, ainsi qu'au *Moniteur officiel*.

M. Oudinot, maire d'Eureville et M. Ferdeuil, sous-préfet de Gien, suscitèrent eux aussi la résistance de la population civile devant l'invasion étrangère. Bismarck fit savoir à Jules Favre qu'un pareil fait était, par les lois des Allemands, qualifié crime et puni de mort. Cependant, MM. Oudinot et Ferdeuil, prisonniers des Allemands, eussent été échangés contre un officier prussien, Maas, qui avait tiré sur un mobile après lui avoir remis son épée. Jules Favre, ministre des Affaires étrangères du gouvernement de la Défense nationale, répondit au chancelier qu'il ne pouvait admettre l'assimilation que Bismarck croyait pouvoir établir entre l'officier susdit et ces deux

Français. Il ajoutait dans sa réponse (du 14 février 1871) que s'il en était de ces lois ce que prétendait Bismarck, ces lois constitueraient une exception à celle de tous les peuples civilisés, car il n'en est aucun chez lequel la défense de la patrie ne soit considérée comme un devoir primordial, sans distinction de classes ni d'individus, et quand le sol national est attaqué de vive force chaque citoyen devient soldat pour le protéger. La Prusse l'a maintes fois proclamé et je pourrais rappeler à Votre Excellence les lois et ordonnances édictées en 1813, dans lesquelles l'application de ces principes incontestables est poussée jusqu'aux plus extrêmes limites. MM. Oudinot et Ferdeuil n'ont donc fait que leur devoir.

Il est certain que, dans un pays envahi, mais non encore occupé, les autorités ont absolument le droit d'inciter la population à la résistance et qu'un village, une ville, peuvent fort bien résister ouvertement sans avoir eu le temps d'organiser la défense. En effet, il n'y a pas là guet-apens, l'ennemi doit s'attendre à la résistance. C'est à lui à se précautionner contre elle. Peu importe au point de vue du droit que cette résistance soit particulièrement désagréable aux troupes de l'envahisseur ; les hommes qui suivirent les conseils de Luce-Villiard, pour ne prendre que ceux-là, ne faisaient qu'imiter les Prussiens de 1813 ; alors, pas plus que ceux-ci, ils ne devaient être traités en belligérants à moins qu'ils n'observassent certaines

conditions qui, alors, faisaient d'eux des francs-tireurs, devant être assimilés à des belligérants. Nous reviendrons sur ce cas. Mais, d'après nous, Luce-Villiard, qui n'interdisait nullement à ces citoyens courageux de s'organiser, qui ne faisait qu'enflammer les sentiments patriotiques de ses administrés, n'usait que de son droit; il n'en aurait pas été de même si le département eût été occupé, mais au moment de sa proclamation, ses conseils ne visaient qu'à soulever la population contre l'envahisseur.

Nous développerons ce point quand nous parlerons de l'occupation et du sort réservé aux habitants qui se lèveraient en masse dans un pays non plus envahi, mais occupé.

SECTION IV

LA LEVÉE EN MASSE NON-ORGANISÉE ET LA LEVÉE EN MASSE ORGANISÉE

Après ces quelques exemples de levée en masse *spontanée* et *provoquée*, arrivons à une distinction plus importante: celle de la levée en masse *non-organisée* ou de la levée en masse *organisée*.

La levée en masse non-organisée, c'est celle dans laquelle les habitants agissent à leur gré, en se groupant au hasard des circonstances, mais sans que leur réunion présente des caractères d'ordre, comme

un embrigadement et une disposition méthodique des hommes ; comme un cadre et un pouvoir disciplinaire du chef sur le soldat. Par suite, toute levée en masse, dont les hommes n'auront pas été embrigadés ou qui n'aura pas été hiérarchisée, c'est-à-dire qui n'aura pas ou qui n'aura plus de chefs hiérarchiques, sera une levée en masse *inorganisée*.

Dans la levée en masse *organisée*, au contraire, l'ensemble des citoyens qu'elle réunit est groupé en divisions et subdivisions, est embrigadé et chacune de ces divisions est commandée par un chef. En d'autres termes, ce qui caractérise l'organisation d'une masse qui se lève pour lutter contre l'ennemi : 1^o c'est un embrigadement et une disposition méthodique des hommes ; 2^o c'est un cadre et un pouvoir disciplinaire du chef sur le soldat ; bref, c'est l'adoption de ce qui manquait à la levée en masse de notre premier cas qui fait d'elle une levée en masse organisée.

Nous allons montrer que cette organisation peut être faite par le gouvernement lui-même qui, dans ce cas, presque toujours, adoptera les mêmes principes et les mêmes règles qui président à l'organisation de l'armée régulière ; mais, l'on verra que cette organisation peut être aussi l'œuvre des citoyens eux-mêmes, qui se donnent des chefs, et s'imposent l'obligation de leur obéir.

Dans le premier cas, ce ne sera en somme qu'une

forme de la mobilisation ; dans le second la levée en masse dégénérera en guérillas, en corps francs ; mais, auparavant, étudions la levée en masse inorganisée, la plus délicate, la plus intéressante aussi, car elle répond mieux, sous cette forme, à l'idée première qu'évoque son nom même : c'est-à-dire à l'idée d'un soulèvement patriotique éclatant à l'improviste, aux fins de chasser l'envahisseur, et, avec le désordre qui semble inséparable du déchaînement de cette fureur, dictée par de si généreux motifs.

TROISIÈME PARTIE

LA LEVÉE EN MASSE NON-ORGANISÉE

PREMIÈRE SECTION

EXEMPLES HISTORIQUES DE LEVÉES EN MASSE NON-ORGANISÉES

Nous avons dit que la levée en masse non-organisée répond à l'image première que nous nous faisons d'une levée en masse (1) ; c'est en effet la véritable levée en masse, au sens strict du mot (2) , elle est affranchie de toutes règles précises et libre dans son action (3). Et c'est sous cette forme que ce phénomène se présente le plus souvent tout d'abord (4).

Ainsi en Espagne, avant que ne se formassent les Juntas, avant que, une fois nées, elles ne cherchas-

1. Napier, *Guerre de la Péninsule*.

2. Maréchal Suchet, *Mémoires*.

3. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*.

4. Martin, *La Gendarmerie française en Espagne et en Portugal*.

sent à développer la résistance, des patriotes s'étaient réunis pour courir sus à l'envahisseur, se groupant momentanément pour le harceler à son passage, et retournant ensuite à leurs occupations ordinaires. Il y avait bien là un cas de levée en masse qui, certes, était spontanée et qui était également non-organisée, du moins au début.

En Russie en 1812, en Prusse en 1813, les levées en masse ont ce double caractère d'être provoquées, mais comme elles agissaient en dehors de toutes les règles du droit des gens, et demeuraient libres dans leur action, elles doivent évidemment être rangées dans la catégorie des levées en masse non-organisées.

SECTION II

CONDITION JURIDIQUE DE LA LEVÉE EN MASSE NON ORGANISÉE

A quelles conditions les hommes qui se lèvent ou sont levés ainsi, ont-ils le droit d'être traités comme des belligérants ?

« Le courage fanatique ne peut être souvent vaincu que par les moyens d'une implacable cruauté ; fanatisme et férocité sont en pareil cas, sinon légitimes, du moins excusables ; le devoir dicte à la défense sa ténacité et à l'attaque son acharnement. »

Ces quelques lignes de l'auteur des *Pratiques de la guerre continentale durant le premier Empire* montrent assez que l'ennemi ne sera pas animé de sentiments bienveillants envers les hommes d'une levée en masse non-organisée, s'ils ont le malheur de devenir ses prisonniers.

Et Napier explique l'acharnement que manifestent parfois les vainqueurs en poursuivant les vaincus et en les massacrant sans pitié, quand il écrit que : « Dans un combat contre les paysans armés, il est difficile de connaître le moment où l'engagement cesse et où le massacre commence. Des hommes, revêtus des mêmes vêtements, sont vus faisant feu et changeant continuellement de place : quand cessent-ils d'être des ennemis ? Ils sont même plus dangereux isolément que lorsqu'ils sont en masse, car ils peuvent cacher leurs fusils et paraître inoffensifs ; le soldat passe et est à l'instant frappé par derrière... l'usage de ne point faire de quartier aux paysans armés repose sur le principe de la nécessité ».

Il est donc nécessaire, pour que les personnes qui ont pris part à une levée en masse non-organisée soient traitées en belligérants par l'ennemi, que l'ennemi puisse se faire une idée précise de ceux à qui il a affaire, afin de pouvoir se défendre en connaissance de cause. Voilà le critérium qui, *a priori*, paraît le plus certain.

Les Prussiens de 1813 n'ont pas été traités en belligérants par les armées de Napoléon, parce qu'ils ne réunissaient aucune des qualités qui pouvaient les faire reconnaître comme tels, ni uniforme, ni chefs responsables, et précisément dissimulaient leur qualité et leurs armes.

Ce critérium : « Les hommes de la levée en masse apparaissent-ils clairement à l'ennemi comme étant des adversaires, susceptibles d'engager des hostilités envers lui ? » a-t-il été adopté dans les diverses conférences internationales qui se sont occupées des lois de la guerre ? Nous allons le rechercher, en étudiant les textes des délibérations relatives à notre question de la levée en masse, à Bruxelles en 1874, à La Haye en 1899, puis en 1907.

Jetons d'abord un rapide coup d'œil sur ce mouvement qui tendit à codifier les lois de la guerre.

La codification a commencé il y a environ un demi-siècle ; le vieil adage latin disait ; *inter arma silent leges*. « La force, disait-on, par cela même qu'elle est la force ne saurait subir la règle du droit ; les deux termes sont antinomiques et s'excluent.

Nous avons vu que telle était la doctrine de Bynkershock ; Klüeber, au commencement du xix^e siècle, était encore de cet avis. Mais, « c'est une doctrine aujourd'hui rejetée. On a conscience que tout n'est pas permis et qu'il y a des devoirs positifs. Dans une guerre, ce qui excite le plus la passion ce n'est pas

tant une bataille perdue où ont succombé des milliers d'individus que ces crimes contre l'humanité qui font retourner l'homme à la sauvagerie primitive : tels les massacres de prisonniers ou d'habitants paisibles. Les Français ont gardé plus de ressentiment de la destruction de Bazeilles que de la défaite de Sedan, et du crime de Vaux que de l'entrée dans Paris. » Et, dans une de ses chroniques du *Temps*, en avril 1907, J. Claretie racontait qu'ayant visité Heidelberg, il avait remarqué l'éclair de reproche qui passa dans les yeux de son guide, alors qu'il lui montrait les ruines du vieux château, qui remontent cependant au xvii^e siècle.

« Sous l'empire de ces idées se sont produites des coutumes plus ou moins précises, mais qui sont allées s'améliorant et il est incontestable qu'il y a un progrès humanitaire sensible, au cours, par exemple, du seul xix^e siècle, dans une période restreinte. Deux idées ont dominé, la première que la guerre est une relation d'État à État et non une lutte d'individus à individus ». Nous avons vu que le respect de l'ennemi passif, de traiter humainement les prisonniers, dérive de cette règle.

« L'autre idée, c'est que la guerre n'a pas pour but de faire le mal pour le mal, mais uniquement d'affaiblir et de ruiner la force de résistance de l'adversaire. Toutes les lois de la guerre dérivent de ce double point de vue. » Mais, pendant longtemps, les lois de

la guerre n'étaient posées que par les belligérants eux-mêmes.

Il faut, dans cet ordre d'idées, citer les instructions qu'un émigré allemand, le Dr Lieber, rédigea à la requête du gouvernement, lors de la guerre de Sécession, en Amérique. Ces règles américaines ont été reproduites dans beaucoup de pays et adoptées en grande partie par l'Institut de droit international à sa session d'Oxford. « Dès lors la question se posait. Le droit de la guerre doit-il rester exclusivement coutumier, unilatéral, ou ne serait-il pas plutôt à souhaiter que ces règles fussent codifiées de l'accord de toutes les nations ? »

Après avoir ruiné les théories de ceux qui s'élevaient contre la codification, sous le prétexte que plus les guerres deviendront effroyables, moins on y recourra, et des auteurs, qui comme Sir Travers Twiss pensaient que la codification arrêterait le progrès, l'opinion favorable à la codification s'est peu à peu développée. C'est ainsi que le premier acte signé fut la déclaration de Paris en 1856, intervenue à la suite de la guerre de Crimée, portant abolition de la course et réglant le sort de la propriété privée sur mer. Grâce à sa « clause d'accession » beaucoup de puissances y ont adhéré.

Citons ensuite la Convention de Genève du 22 août 1864, pour régler le sort des blessés dans les guerres terrestres.

Vint après la déclaration de Saint-Pétersbourg de 1868 tendant à prohiber l'emploi des balles et projectiles explosibles d'un poids inférieur à 400 gr.

« Au lendemain de la guerre de 1870-1871, le gouvernement russe provoqua une conférence à Bruxelles, et en 1873 il soumit un projet préparé par M. de Martens.

» Ce projet ne fut pas accueilli partout avec bienveillance. On se demandait si la Russie ne faisait pas le jeu de l'Allemagne; d'autre part les petites puissances craignaient de voir légitimer des pratiques mises en œuvre au cours de la guerre et contraires à leur droit de légitime défense.

» C'est en s'inspirant de l'idée que la guerre ne doit pas dépasser le but à atteindre, c'est-à-dire la diminution des forces de l'adversaire, que l'on a statué sur les divers points soumis à l'examen des délégués et entre autres sur le point qui nous occupe : celui de la levée en masse.

» Malheureusement, de profondes divergences de vues se manifestèrent entre les grandes puissances, l'Allemagne et la Russie en particulier et les petits États et États moyens, quant à la question de savoir qui devait être considéré comme belligérant.

» Les grandes puissances soutenaient que ne devaient être considérées comme parties belligérantes que les forces organisées réunissant les conditions suivantes :

» 1° Avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;

» 2° Avoir un signe distinctif et reconnaissable à distance ;

» 3° Porter les armes ouvertement ;

» 4° Se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

» D'autres États (la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas, etc.) demandaient que la population qui se soulève pour la défense de la patrie soit reconnue comme belligérante même si elle ne remplit pas les conditions 1, 2 et 3, pourvu qu'elle respecte les coutumes et lois de la guerre. Aucune différence ne devait être faite entre la population d'un territoire occupé et celle d'un territoire non occupé. »

Dans les séances consacrées à ces questions si épineuses, de remarquables discours ont été prononcés. Le délégué hollandais, entre autres orateurs, M. de Lansberge, se fit le porte-parole des petits États, désireux de faire considérer comme des belligérants les citoyens prenant part à une levée en masse, quand il dit :

« La Néerlande est une nation pacifique dont l'organisation militaire est purement défensive, qui ne désire nullement être mêlée à des combinaisons pouvant la conduire à attaquer un autre État, ou l'impliquer dans les conflits en vue desquels le projet paraît être spécialement rédigé ; mais si elle désire

vivre à tout jamais en paix avec les autres États, la Néerlande est décidée à se défendre à outrance si elle était attaquée et à ne se priver d'aucun moyen de résistance. Chez les Néerlandais il y a deux qualités innées et répandues dans toutes les classes de la société : ce sont, l'amour de l'indépendance et le sentiment du droit. Aucun gouvernement ne pourrait ni ne voudrait poser un acte qui les méconnut.

Toute clause donc, qui délierait en quoi que ce soit les citoyens du devoir sacré de défendre la patrie par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, ou qui, au lieu de limiter le pouvoir de l'ennemi, érigerait en droits des faits résultant uniquement de l'emploi de la force, faits auxquels on peut se soumettre par nécessité, mais auxquels on ne peut pas consentir d'avance, toute clause de ce genre serait réprouvée par l'opinion publique. »

Ce sont, ajoutait M. de Lansberge, ces considérations qui me guideront dans l'appréciation des propositions soumises à la conférence.

Nous avons dit qu'en s'exprimant ainsi, M. de Lansberge se faisait le porte-parole des petits États. Et cela est si vrai, qu'à peine l'orateur avait-il terminé, que le délégué suisse, colonel Hammer, ajoutait : « La situation de la Suisse, essentiellement analogue à celle des Pays-Bas et de la Belgique, me fait partager sous bien des rapports les opinions émises par leurs délégués. »

M. de Lambermont, délégué belge, avait en effet brillamment exposé cette idée que la Belgique, dont l'armée n'a qu'un chiffre déterminé, était dans la nécessité, en cas de guerre, de compléter la défense proprement dite par un appel à toutes les forces vives de la nation.

Développant cette idée, le délégué helvétique disait encore que la Suisse compte surtout sur la Landsturm comme sur une force morale et éventuelle ; puis il ajoutait : « Mais on ne peut pas la restreindre. Si l'on se reporte à l'histoire de la Suisse du commencement de ce siècle et de la fin du dernier, on y voit des vallées entières, sans être organisées, commandées, se lever en masse, pour marcher contre l'ennemi. C'est un sentiment patriotique que l'on ne peut pas interdire. Ces hommes qui défendent leur pays ne sont pas des brigands. Si l'ennemi triomphe de leur résistance, il sera dur pour eux ; il ne les traitera pas comme la population paisible. Mais on ne peut pas dire d'avance que ce ne sont pas des belligérants. Pas un Suisse n'admettrait une pareille hypothèse. En résumé, le gouvernement helvétique ne consentirait, en aucune façon, à paralyser le mouvement du patriotisme. Il prêterait volontiers la main à ce que les levées en masse aient un signe visible, mais si l'élan est spontané, subit, il peut être difficile de satisfaire à cette condition. »

Et le baron Lambermont, délégué belge, eut au

cours de ces débats cette péroration magnifique : « Ne perdons pas de vue le côté moral de la question, la conférence ne doit pas penser trop exclusivement à garantir la tranquillité et la sécurité des populations ; et elle ne doit pas leur présenter la convention comme un contrat d'assurances contre les maux de la guerre ; il est convenable de rappeler que la défense de la patrie est non seulement un droit, mais encore un devoir pour les peuples. Certaines choses se font et se feront toujours pendant la guerre ; mais, ici, il s'agit de les convertir en lois, en préceptes positifs et internationaux ; or, s'il y a des concitoyens qui doivent être trainés au supplice pour avoir fait le sacrifice de leur vie à la défense de leur pays, au moins que jamais ils ne puissent lire sur la colonne au pied de laquelle ils seront fusillés, l'article d'un traité souscrit par leur propre gouvernement, et qui déjà, de longue main, les condamnait à mort. »

Le président, le baron Jomini, répondait à toutes ces objections des représentants des petits États qui hésitaient à se lier les mains, que « si l'on donne à la défense des droits illimités, on donne également des droits illimités à l'attaque ». Parlant ainsi, il s'inspirait de l'idée directrice, exprimée dans la circulaire russe de convocation à la conférence : « Plus se développe la solidarité qui tend de nos jours à rapprocher, à unir les nations, comme les membres

d'une même famille, plus d'un autre côté leur organisation militaire tend à donner à leurs conflits le caractère de lutte entre nations armées, plus aussi il devient nécessaire de déterminer avec plus de précision que par le passé, les lois et usages admissibles dans l'état de guerre, afin d'en limiter les conséquences et d'en diminuer les calamités, autant que cela est possible et désirable. Dans ce but il semble indispensable d'établir d'un commun accord des règles qui soient rendues obligatoires pour les gouvernements et leurs armées, sur la base d'une complète réciprocité. »

M. de Martens a ajouté, après avoir cité ce texte dans son livre fameux *La Paix et la Guerre* : « C'est de cette façon que la Russie comprenait la mission réservée à la Conférence de Bruxelles ». Il disait : « En nous appuyant sur les propres termes de la circulaire d'avril, nous croyons pouvoir affirmer qu'il n'appartient qu'à la malveillance et à la mauvaise foi d'interpréter l'œuvre de la conférence comme une tentative de rédiger un *code d'invasion* et de sanctionner les droits de la force brutale. »

Nous ne pouvons nous résoudre à voir là malveillance ou mauvaise foi. Il y aurait plutôt là un cas d'intérêt mal entendu ; et c'est ce que M. le professeur Renault a fait si bien ressortir dans l'article qu'il a consacré à la Convention de La Haye du 29 juillet 1899, concernant les lois et coutumes de la

guerre sur terre et l'attitude de la Suisse. En effet, ces textes des articles 9 et 10 de la Conférence de Bruxelles disaient :

Art. 9. — Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes : 1° d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ; 2° d'avoir un signe distinctif, fixe et reconnaissable à distance ; 3° de porter les armes ouvertement ; 4° de se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices ou des corps de volontaire constituent l'armée ou en font partie, ils sont compris sous la dénomination d' « armée ».

Art. 10. — La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser, conformément à l'article 9, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Ces articles sont devenus, en 1899, les articles 1 et 2 du règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, règlement annexé à la convention. Ils ont été rédigés ainsi :

Article premier. — Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant

les conditions suivantes : 1° d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ; 2° d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ; 3° de porter les armes ouvertement ; 4° de se conformer, dans leurs opérations, aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices, ou des corps de volontaires constituent l'armée ou en font partie, ils sont compris sous la dénomination d'armée.

Art. 2. — La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article premier, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

M. Renault fit remarquer qu'en Suisse même des patriotes non suspects, comme M. Berthoud et le colonel Secrétan, trouvaient qu'il est préférable d'avoir la garantie d'un texte au vague et à l'incertain du droit des gens non écrit.

M. le conseiller d'État Berthoud disait en effet, en parlant de la Suisse — mais cela pouvait s'appliquer en somme à tous les petits États — : « La Suisse se plaint que, dans un cas donné, il y ait trop d'arbitraire, et le remède qu'elle trouve à ce mal consiste à laisser subsister l'arbitraire dans tous les cas. C'est le système du « tout ou rien » qui est rarement bon, mais qui semble ici particulièrement dangereux

pour celui qui le pratique. C'est un saut dans les ténèbres. »

M. Berthoud disait qu'il faudrait tenir compte de la différence saisissante qui existait dans la situation extérieure et intérieure de la Suisse, si on l'envisageait aux deux époques : 1874 et 1899. En effet, sous l'influence de M. Beernaert, premier délégué de la Belgique, les petits États s'étaient, en 1899, ralliés aux nouvelles dispositions. « Il est très beau, continuait M. Berthoud, de conserver son indépendance absolue, de dire : *etiam omnes, ego non* ; il s'agit de savoir si c'est toujours très politique, très pratique.

M. Berthoud examinait enfin le tableau des forces helvétiques, tel qu'il était constitué alors :

« Tout Suisse valide est tenu au service. Les exemptions sont peu nombreuses et motivées exclusivement par les besoins de certains services publics en temps de guerre.

» L'obligation de servir prend le jeune homme dans sa vingtième année.

» Le Suisse sert :

» Dans l'élite jusqu'à trente-deux ans ;

» Dans la réserve (Landwehr premier ban) jusqu'à trente-neuf ans ;

» Dans la Landwehr deuxième ban jusqu'à quarante-cinq ans ;

» L'élite et la réserve forment l'armée de campagne.

» D'où M. le professeur Renault tirait la conséquence qu'en n'adhérant pas à la convention, la Suisse se mettait ainsi hors de l'unanimité des États européens; que ce pouvait être pour elle un embarras, car c'est une illusion dangereuse que de compter sur les résultats utiles d'une levée en masse quand l'armée comprend tout ce que la nation compte de forces vives. »

Cependant, pas plus qu'à Bruxelles en 1874, l'accord unanime n'eut lieu sur ces points controversés à la première Conférence de La Haye. Voyons ce qui s'y passa :

Au début de la séance du 20 juin 1899 où l'on passa à l'examen du deuxième chapitre du projet de la déclaration de Bruxelles : « Qui doit être reconnu comme partie belligérante, des combattants et des non-combattants », lecture fut donnée des articles 9 et 10 de la déclaration de Bruxelles. Mais avant d'ouvrir la discussion, le président désira rappeler l'importance de ces articles : « L'idée dominante de la Conférence de Bruxelles à ce sujet, était qu'il incombait à tous les gouvernements comme un devoir sacré de faire leur possible pour tâcher de diminuer les maux et les calamités de la guerre. C'est en vue de ce but sublime qu'il faut surtout, dans notre temps, que les forces de la défense soient organisées, disciplinées. Toutefois, ajoutait M. de Martens, il ne s'agit pas de contester aux populations le droit de la défense.

Ce droit est sacré. Mais non moins sacré est le devoir des gouvernements de ne point sacrifier au but de la guerre des victimes inutiles. C'était pour accomplir ce devoir que le gouvernement russe proposait, en 1874, à tous les États d'adopter les conditions les plus faciles à remplir pour permettre aux populations de prendre part aux opérations de la guerre. »

La Conférence de Bruxelles n'avait donc nullement en vue d'abolir le droit de la défense, ni de créer un code qui abolirait ce droit. Elle était, au contraire, pénétrée de l'idée que les héros ne sont pas créés par les codes, mais que le seul code qu'ont les héros c'est leur abnégation, leur volonté et leur patriotisme. La conférence comprenait que son devoir n'était pas de tâcher de formuler un code pour des cas qu'on ne peut prévoir et codifier : les actions d'héroïsme des populations se levant contre l'ennemi.

Elle a uniquement voulu donner aux populations plus de garanties que celles qui existaient jusqu'alors.

Autrefois les conditions auxquelles les populations devaient suffire au gré des belligérants, étaient beaucoup plus difficiles à remplir que celles posées dans les articles 9 et 10.

Il ne faut pas perdre ceci de vue et il faut se rappeler que ces dispositions n'ont pas pour objet de codifier tous les cas qui pourraient se présenter. Elles ont laissé la porte ouverte aux sacrifices héroïques

que les nations seraient prêtes à faire pour se défendre : une nation héroïque est comme les héros, au-dessus des codes, des règles et des faits.

Cen'est pas à nous de mettre des bornes au patriotisme : notre tâche est seulement d'établir par un commun accord entre les États, les droits des populations et les conditions à remplir pour ceux qui désirent loyalement se battre pour leur patrie.

C'est au cours de cette séance que M. le colonel Kunzli, délégué suisse, prononça, en réponse à la déclaration de M. de Martens, l'élocution suivante.

« La délégation suisse avait préparé des amendements aux articles 9 et 10 mais elle ne les dépose pas et se joint à la proposition du général Ardagh délégué de la Grande-Bretagne » (1).

La déclaration de M. le président est certainement d'une grande valeur, mais elle ne nous offre pas les garanties nécessaires parce que c'est finalement le texte de la convention qui décide.

Je reconnais que la guerre a ses besoins, ses nécessités et même ses cruautés inévitables. Je ne suis pas de ceux qui croient qu'on puisse réglementer sur le papier, jusque dans ses détails, la marche des

1. Voici le texte de la proposition de Sir John Ardagh :

« Rien dans ce chapitre ne doit être considéré comme tendant à amoindrir ou à supprimer le droit qui appartient à la population d'un pays envahi de remplir son devoir, d'opposer aux envahisseurs par tous les moyens licites la résistance patriotique la plus énergique. »

guerres futures. L'histoire m'apprend que les circonstances sont souvent plus fortes que les hommes et plus fortes même que la meilleure volonté des généraux. La guerre restera la guerre, avec toutes ses misères, mais, faisant ressortir aussi les plus hautes qualités de l'homme. Puisque nous ne pouvons pas empêcher les misères de la guerre, tâchons au moins de les amoindrir. A ce sujet je me permettrai d'émettre quelques réflexions...

Aidés par les communications faciles qui multiplient les relations entre les peuples, le progrès et l'influence des sciences ont créé une opinion publique qui est gagnée aux idées pacifiques et humanitaires et qui les répand au loin.

Ce mouvement modeste dans ses commencements, comparable à un petit ruisseau, a acquis la force d'un torrent à partir du moment où il a trouvé le puissant appui d'un auguste souverain qui, de sa forte main, a planté en terre, comme un signe précurseur du xx^e siècle, l'étendard de la paix et des idées humanitaires.

Ne passez pas légèrement à l'ordre du jour sur ce mouvement. Comme il n'est pas en votre pouvoir de fermer le temple de Janus pour toujours, ne vous exposez pas du moins d'avoir maintenu, dans nos jours éclairés, des usages et coutumes de guerre qui ne sont plus de notre temps. Nous ne travaillons pas ici pour l'avantage des uns et le préjudice des autres.

Aucun de nous ne sait d'avance dans quelle situation cette convention trouvera application à son pays. Faisons donc une œuvre qui soit acceptable pour tous. Les beaux et les mauvais jours alternent ici-bas.

Toutes les nations qui sont représentées ici par tant d'hommes distingués et porteurs de noms célèbres ont eu, dans notre siècle, des jours de bonne fortune et des jours de malheur.

Souvent les historiens et les penseurs se sont demandé si les nations étaient plus grandes au comble des succès ou dans les jours de revers, quand se faisait valoir la grandeur morale *et que le peuple se levait en masse* pour défendre son sol ! Et, si vous me permettez de vous citer un exemple, je vous demanderai si la plus glorieuse époque du pays où nous jouissons d'une si large hospitalité, n'a pas été celle où il avait à supporter une longue et pénible lutte contre un envahisseur puissant, où le peuple néerlandais se levait tout entier avec une vaillance et une persévérance sans pareille pour son indépendance, sa liberté et ses convictions. C'était la grande époque d'où surgirent Guillaume d'Orange-Nassau et d'autres grands hommes. En tenant compte des leçons de l'histoire, on arrive à la conviction qu'il faut faire au moins un pas pour améliorer les usages de la guerre. Les articles de Bruxelles n'apportent rien de nouveau ; ils ne font que conserver et codifier

les coutumes de la guerre, telles qu'elles se sont formées dans les dernières guerres. Je ne vous demande qu'une seule innovation : *Ne punissez pas l'amour de la Patrie ! Ne prenez pas des mesures rigoureuses contre les peuples qui se lèvent en masse pour la défense de leur sol.*

Au début de ce siècle nous avons eu dans notre pays plusieurs levées en masse du peuple de certaines régions montagnardes, et une même action bien plus importante s'est produite dans un pays montagnard voisin du nôtre. C'était en combat ouvert qu'on se battait, on n'assommait pas les traînards et on ne tuait pas les malades et les blessés. Non seulement les hommes dans la force de l'âge, mais encore les vieillards, les enfants et les femmes prenaient part aux combats.

« Vous direz que c'était là des excès de patriotisme, soit, mais des excès qui réjouissent le cœur et qui peuvent se produire de nouveau. Vous comprendrez que nous ne pourrions pas souscrire à une convention qui soumettrait une partie de la population à la loi martiale et aux conseils de guerre. Nous sommes d'avis que l'amour de la patrie est une vertu qu'il faut cultiver et non pas supprimer. Je vous recommande l'adoption de la proposition du général Ardagh. »

Ainsi le délégué de la Suisse, à cause de ce que l'article 2 ne disait pas inférait que les habitants qui

se soulèveraient dans un territoire occupé ne seraient pas traités en belligérants. D'où ses craintes et ce morceau d'éloquence tendant à entraîner les délégués à permettre aux participants d'une levée en masse ayant lieu en territoire même occupé, d'être assurés par un texte écrit d'être reconnus comme belligérants, à condition bien entendu de respecter les lois et coutumes de la guerre.

Le président répondit au colonel Künzli : « Il n'a jamais été question de mettre des bornes aux vertus patriotiques des peuples.

» Je répète encore une fois que, ni la conférence de Bruxelles de 1874, ni celle de La Haye, en codifiant les lois et coutumes de la guerre, ne pouvaient accomplir une tâche irréalisable, savoir : de codifier les actions héroïques des individus ou des populations.

» Notre tâche est beaucoup plus simple : nous voulons sauver la vie et la propriété des faibles, des désarmés et des inoffensifs, mais nous ne voulons nullement, ni prescrire des lois aux héros, ni imposer des freins aux élans des patriotes. »

C'est alors que le colonel de Gross de Schwarzhoff, délégué de l'Allemagne, déclara ne pouvoir se rallier à la proposition de Sir John Ardagh, pensant que, pour qu'on y attachât une telle importance :

« Il devait y avoir anguille sous roche ; que l'on voulait élargir le sens des articles 9 et 10 de la conférence de Bruxelles.

» Que l'on veut bien protéger la population, dans la mesure du possible, contre les maux de l'invasion, mais que l'on oublie que la condition fondamentale de l'application de toutes ces dispositions c'est que la population reste paisible ; si cette condition n'est pas remplie, la plupart des garanties établies en faveur de la population perdent leur raison d'être. Est-ce à dire qu'on veut limiter le patriotisme ou interdire aux braves gens de prendre part à la défense du sol natal ? En aucune façon. Rien n'empêche, au contraire, les patriotes d'entrer dans les rangs de l'armée ou de s'organiser, indépendamment d'elle, pour la défense de la patrie. Par l'article 9 les droits des belligérants leur sont reconnus s'ils remplissent certaines conditions qui, certes, n'ont rien d'exagéré. Est-ce donc si difficile de trouver un homme qui se mette à la tête du mouvement, un maire, un fonctionnaire quelconque, un ancien soldat ? Une espèce de commandement s'établira toujours ; les foules ne peuvent rien si elles ne sont pas commandées. Il n'est pas plus difficile d'arborer un signe distinctif quelconque ; un simple brassard suffit. Est-ce trop que d'exiger que les armes soient portées ouvertement et que les lois de la guerre soient observées ? L'article 9 devrait amplement suffire car il n'entrave le patriotisme en aucune façon. « Mais on a été plus loin en votant l'article 10, qui donne les droits de belligérants à la population d'un territoire non occupé à la

seule condition qu'elle respecte les lois de la guerre. Il eût été préférable, à tous les points de vue, d'exiger encore ici un signe distinctif et le port ostensible des armes. »

Puisque l'on parle tant d'humanité, disait M. de Schwarzhoff, les soldats sont eux aussi des hommes et ont droit à être traités avec humanité. « S'ils viennent, harassés, se reposer dans un village, ils doivent être sûrs que les habitants paisibles ne se changent pas soudain en ennemis acharnés. » Et le colonel de Gross de Schwarzhoff ajoutait : « A Bruxelles le délégué de la Suisse reconnaissait que les intérêts des grandes armées demandent impérieusement la sécurité pour leurs communications et pour leur rayon d'occupation, et qu'une conciliation entre ces intérêts et ceux des peuples envahis n'est pas possible. » Dans un esprit de conciliation et pour ne pas soulever des difficultés insurmontables le délégué allemand avait cru pouvoir garder le silence, bien qu'il eut eu de graves objections à formuler contre l'article 10, et même s'abstenir d'en proposer la suppression. Mais maintenant que l'on voulait encore élargir les principes, il se voyait obligé de dire que les concessions devaient s'arrêter là, et qu'il ne saurait suivre les délégués réclamant une liberté absolue pour la défense. Et le délégué de l'Allemagne proposait de passer sous silence les questions sur lesquelles une entente n'était pas pos-

sible car il faut compter avec les nécessités de la guerre.

Pour essayer de galvaniser un peu cette espérance d'entente déjà si compromise, le général Sir John Ardagh retira sa proposition et finalement les articles 9 et 10 de la Déclaration de Bruxelles furent adoptés comme articles premier et 2 du règlement, avec cette seule modification qu'au dernier alinéa de l'article 9, après « les milices » les mots « ou des corps de volontaires » ont été intercalés.

Une déclaration proposée par M. de Martens et placée en tête de la convention a contribué à ce résultat. Cette déclaration est ainsi conçue :

« La conférence est unanime à penser qu'il est hautement désirable que les usages de la guerre soient définis et réglés. Elle a, dans cet esprit, adopté un grand nombre de dispositions, qui ont pour objet de déterminer les droits et les devoirs des belligérants et des populations, et pour but d'adoucir les maux de la guerre autant que les nécessités militaires le permettent. Il n'a pas été possible toutefois de concerter dès maintenant des stipulations s'étendant à tous les cas qui se présentent dans la pratique.

» D'autre part il ne pouvait entrer dans les intentions de la conférence que les cas non prévus, fussent, faute de stipulation écrite, laissés à l'appréciation arbitraire de ceux qui dirigent les armées.

En attendant qu'un code tout à fait complet des

lois de la guerre puisse être édicté, la conférence juge opportun de constater que dans les cas non compris dans l'arrangement de ce jour, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

C'est dans ce sens que doivent s'entendre notamment les articles 6 et 10 (devenus les articles 1 et 2) adoptés par la Conférence :

Article premier. — Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes :

1° D'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;

2° D'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;

3° De porter les armes ouvertement et

4° De se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices ou des corps de volontaires constituent l'armée ou en font partie, ils sont compris sous la dénomination d'armée.

Art. 2. — La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour

combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article premier, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

A la dernière Conférence de La Haye, en 1907, deux puissances qui n'avaient pas adhéré en 1899 à la convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, firent connaître l'adhésion de leurs gouvernements par la voie de leurs délégués.

En effet, à la première séance de la deuxième commission, le 22 juin 1907, le délégué de la Suisse, M. Carlin, ministre de Suisse à La Haye, fit la déclaration suivante :

« Au début des travaux de notre commission, la délégation de Suisse est heureuse de pouvoir faire part que la Confédération, dans un esprit de conciliation et d'entente internationale, vient d'adhérer à la convention du 29 juillet 1899 concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. Faisant usage de la faculté stipulée par l'article 4 de ladite convention, le Conseil fédéral suisse m'a chargé, et j'ai eu l'honneur de faire au gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, une notification dans ce sens, laquelle sera communiquée par celui-ci à toutes les autres puissances contractantes. »

Son Excellence Lou-Tseng-Tsiang, délégué de la Chine, déclara également ensuite que le gouverne-

ment de Pékin l'avait autorisé à signer la même convention.

Le président remercia les délégués de cette communication et se plut à exprimer la satisfaction de tous au sujet de ce nouveau progrès dans la voie de l'union.

Mais, le 10 juillet 1907, le président de la deuxième commission, M. Beernaert, annonça que l'ordre du jour appelait la discussion des différentes propositions et amendements concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. Il donne lecture de l'amendement de la délégation allemande relatif à l'article premier du règlement de La Haye (1899), consistant à ajouter au n° 2 du premier alinéa les mots : « Et dont notification devra avoir été faite préalablement à la partie adverse. »

M. le général Amourel, délégué militaire français, fit alors les observations suivantes :

« Les milices, ou tout au moins les corps de volontaires, seront généralement organisées dans des moments critiques où il ne sera pas possible de notifier à la partie adverse leurs signes distinctifs ou leurs uniformes ; ces uniformes ne peuvent-ils pas, du reste, être exposés à recevoir des modifications au cours d'une campagne ?

Si celle-ci est de longue durée, les modifications de cette nature pourront devenir indispensables, même pour l'armée régulière. Peut-on prendre l'engage-

ment de notifier tous ces changements à l'adversaire? N'en résulterait-il pas aussi que chaque puissance devrait communiquer aux autres les modèles de tous les uniformes « de campagne, et les changements qu'ils y apporteront peut-être peu de temps avant l'ouverture des hostilités? Il ne nous paraît pas possible d'accepter tous ces devoirs nouveaux à propos d'une question d'habillement. »

La véritable marque distinctive des combattants, celle qui ne change jamais, consiste dans *le port apparent des armes*. L'obligation en existe d'après l'article premier du règlement de 1899, pour les milices et les corps de volontaires.

Nous estimons donc qu'il est préférable de laisser à chaque puissance le soin de se renseigner sur les uniformes qu'elle pourra trouver en face d'elle, aussi bien en ce qui concerne les milices et corps de volontaires que pour ce qui est relatif à l'armée régulière. C'est une obligation qui lui incombe d'une façon impérative, parce qu'un des moyens propres à éviter les erreurs factieuses de désignation d'objectif qui conduisent trop souvent à diriger des coups contre ses propres troupes...

La notification préalable des signes distinctifs est donc inutile, puisque les armées doivent employer d'autres moyens pour s'assurer de l'identité de l'ennemi ; de plus elle serait souvent impossible.

En conséquence, la délégation française demande

que l'article premier du règlement de 1899 ne soit pas modifié.

Le délégué de la Suisse, M. Carlin, approuvant les observations de la délégation de France, rappela que la Suisse a hésité pendant huit ans à adopter le règlement de 1899, qui constitue l'extrême limite de ce que son gouvernement envisage comme admissible.

Or, l'amendement proposé pourrait être considéré comme une aggravation apportée au régime actuel.

Dans ces conditions, il estime préférable de ne pas adopter la proposition allemande. En tout cas, et si l'on voulait innover dans ce sens, il serait préférable de prévoir une notification qui serait à faire « dans le plus bref délai possible » au lieu d'une notification préalable que les circonstances de fait pourraient rendre souvent fort difficile, sinon impossible.

Bref, l'amendement fut rejeté par vingt-trois voix contre onze.

Le président mit ensuite en discussion l'article 2 qui comporte un amendement de la délégation allemande, tendant à remplacer les mots « si elle respecte les lois et coutumes de la guerre » par les suivants « si elle porte les armes ouvertement et qu'elle respecte les lois et coutumes de la guerre ».

M. Beernaert fit remarquer qu'il ne s'agit plus ici, comme dans l'article précédent, de corps irréguliers,

mais de levées en masse. M. le colonel Michelson, délégué technique russe, demanda comment serait considérée la partie de population qui ne porte pas d'armes, et si aux termes de l'amendement proposé elle ne courra pas le danger d'être soupçonnée injustement et d'être exposée de ce fait à des représailles. Le président ayant fait observer qu'il ne peut y avoir aucun danger pour tous ceux qui ne sont porteurs d'aucune arme, M. de Nélidow, délégué plénipotentiaire russe, provoqua une explication du délégué militaire allemand M. le major-général de Gündell, au sujet des graves conséquences qu'entraîne, à son avis, en temps de guerre, le port d'armes prohibées.

Le président, ayant appelé l'attention sur les termes un peu vagues de la rédaction proposée, M. le colonel d'état-major général, Eugène Borel, délégué plénipotentiaire suisse, fit observer que si elle devait être adoptée, elle ne pourrait avoir d'autre sens et portée que de préciser ce qui se trouvait déjà dans le texte actuel de l'article 2 et non pas de le modifier au préjudice de la population intéressée. La discussion étant close, il fut procédé au vote. Trente-cinq délégués votèrent : oui. Trois délégués : non. Deux s'abstinrent (Monténégro et Suisse).

A la demande de M. Beernaert, M. Carlin, délégué plénipotentiaire suisse, expliqua son abstention

par la crainte que le nouveau texte ne puisse être considéré comme une aggravation de l'état de choses actuel. M. Tscharykow, délégué plénipotentiaire pour le Monténégro, déclara que ce pays entendait réserver son avis jusqu'après l'expression de l'opinion des grandes puissances. Mais l'amendement proposé par la délégation allemande qui avait été adopté par la sous-commission à une majorité de 30 voix contre 3 et 2 abstentions fut accepté par la commission.

Donc, le texte initial du règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, annexé à la convention du 29 juillet 1899, ainsi rédigé d'abord (la population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion, sans avoir eu le temps de s'organiser, conformément à l'article premier, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre) devait se terminer ainsi.

« ... Sera considérée comme belligérante si elle porte les armes ouvertement et qu'elle respecte les lois et coutumes de la guerre. »

Mais la manière de voir de la délégation suisse (qui avait constaté que le sens de cet article ne se trouvait pas modifié par l'adjonction en question) n'ayant pas rencontré d'objection, un arrêté fédéral a ratifié les conventions et la déclaration signées

par la Suisse à La Haye le 18 octobre 1907, et entre autres la convention dont nous venons de nous occuper si longuement, concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre.

Quelle est donc la portée du texte adapté à la deuxième Conférence de La Haye ? Il y a deux hypothèses à envisager. En effet, quand un belligérant est entré sur le territoire de son adversaire et se trouve en contact avec la population, deux situations sont alors à étudier : *l'invasion* et *l'occupation*.

L'invasion. — C'est un fait, le fait de pénétrer sur le territoire de l'ennemi dans un but hostile. Il peut arriver que l'envahisseur ait refoulé l'adversaire et que sur une portion du territoire, l'autorité soit exercée par lui exclusivement. Il y a alors occupation.

Ainsi s'opposent les deux termes.

« *L'occupation* de guerre est une situation de fait toute provisoire. C'est là la notion primordiale qui la caractérise. » Elle ne se transforme en état de droit que s'il y a acquisition de souveraineté par cession au vainqueur. Mais, autrefois, et même au début du XIX^e siècle « on considérait encore que l'occupant pouvait se conduire en conquérant. » Aujourd'hui on ne voit plus dans l'occupation qu'une situation de fait qui suspend seulement la souveraineté de droit de l'occupé. Mais, alors, la situation est très délicate à régler. La situation des habitants est extrêmement périlleuse, car il y a deux souverainetés qui

s'exercent à la fois, celle du gouvernement légal seulement paralysée, celle de l'occupant qui s'y superpose.

Les auteurs allemands suppriment la difficulté en soutenant que l'habitant est uniquement tenu envers l'occupant et délié de la fidélité qu'il doit à son souverain légal. Il y a là une grossière erreur de droit et de fait. L'occupant reste l'ennemi, si l'on perd de vue cette vérité de fait, on risque de devenir un traître. Mais il y a aussi des devoirs véritables envers l'occupant.

« Il est donc nécessaire de savoir quand il y aura occupation, puisque l'occupant augmente son pouvoir et qu'on lui permet d'exercer des droits qu'il ne saurait réclamer en cas d'invasion. Les habitants du pays envahi peuvent se défendre, couper les ponts et les fils télégraphiques, faire le coup de feu en se conformant aux conditions exigées pour la belligérance régulière ; s'ils tombent au pouvoir de l'ennemi ils devront être traités en prisonniers de guerre. »

Quand il y a occupation, ils doivent au contraire obéissance et ne sauraient commettre d'actes d'hostilité contre l'occupant.

Certains ont voulu dire que le fait pour les habitants de commettre des actes d'hostilité contre l'armée ennemie occupante est un acte de trahison.

On disait qu'il y avait une sorte de « convention tacite par laquelle l'autorité militaire ennemie, en pays occupé, promettait de ne pas user des droits rigoureux que lui confère le fait de l'invasion contre les habitants à condition que ceux-ci se conduiraient bien réellement en ennemis passifs ». C'est là une simple apparence ; en réalité il n'y a pas de traitres là où il n'y a plus de patrie, mais il y a pour l'occupant un véritable droit à édicter des mesures coercitives et répressives pour garantir sa sécurité et la liberté de son action militaire. On voit tout l'intérêt qu'il y a à savoir si, dans un cas donné, il y a ou non occupation.

Celui qui se trouve en pays ennemi a intérêt à ce que l'occupation soit reconnue et sera enclin à admettre l'occupation fictive.

L'intérêt des habitants et de leur souverain est en sens inverse.

Deux conditions de fait doivent être remplies pour qu'un territoire soit considéré comme effectivement occupé. Il faut qu'il y ait :

1^o Impossibilité pour le gouvernement légal d'exercer publiquement son autorité ;

2^o Qu'il y ait possibilité pour l'envahisseur de substituer son autorité à celle du souverain légal.

Il y a ainsi à la fois un élément positif et un élément négatif qui se correspondent exactement.

C'est l'idée explicitement exprimée par l'article 42

du règlement de La Haye, qui insiste plutôt sur l'élément positif et indique que la mesure de l'autorité de fait est celle de l'occupation.

« Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie. L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer. »

Mais, supposons le pays non occupé. Les hommes qui font partie de la levée en masse seront belligérants si, dit la Convention de La Haye, ils se conforment aux lois de la guerre et portent ouvertement les armes.

Il n'y a point là deux conditions, il n'y en a qu'une. Ils doivent se conformer aux lois de la guerre et dans l'hypothèse que nous envisageons, la loi essentielle de la guerre c'est de porter ouvertement les armes. Ainsi la pratique des États en est arrivée au critérium théorique que nous avons adopté : ne peut être considéré comme belligérant que celui qui, sans doute possible, peut être considéré comme tel par l'ennemi et l'article 2 de la section I du règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre nous dit que le doute ne sera pas possible lorsque « la population d'un territoire non occupé, qui à l'approche de l'ennemi prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément

à l'article premier, porte les armes ouvertement, et, si elle respecte les lois et coutumes de la guerre ».

Dans ce cas, ces deux conditions seront reconnues comme suffisantes pour que cette population soit considérée comme belligérante, et, en cas de défaite, ait droit au traitement des prisonniers de guerre.

Et, alors, quelle que soit du reste l'importance de la levée en masse, qu'elle soit générale, quasi-générale ou même très limitée, tous les patriotes qui, en respectant bien entendu les lois et coutumes de la guerre, se porteront en groupes armés, au-devant de l'armée ennemie, ou bien qui à son entrée dans la ville, le bourg, ou le village, transformeront leurs immeubles en forts, et qui résisteront avant d'avoir été occupés, devront être considérés comme ayant porté ouvertement les armes et être traités en belligérants.

S'il n'en était pas ainsi, on ne verrait plus à quoi répondrait l'article 3, qui n'a été adopté que si péniblement, et après tant d'efforts et de discussions. Un village dont l'apparence grave et tranquille sera de mauvais augure, porte à sa façon les armes ouvertement, lorsque toutes ses fenêtres bouchées, tous les portails clos, mais percés de meurtrières, font présumer la défense. Du reste, l'armée ennemie n'a qu'à se renseigner par ses espions sur la conduite que l'on observera vis-à-vis d'elle. Au besoin, un

parlementaire pourrait être envoyé au maire. Mais en somme, et puisque l'article 2 a été adopté, c'est à l'armée envahissante à courir le risque d'un premier coup de feu, quand elle passe dans un endroit habité ou susceptible de l'être, donc d'être en somme une forteresse dans son genre. L'ennemi n'a qu'à ne pas y pénétrer s'il ne le juge pas utile ; alors, passant à travers champs, s'il est attaqué par des groupes plus ou moins nombreux, armés, pratiquant même la surprise, c'est-à-dire cachés derrière des murs ou dans des massifs, il n'y aura là qu'un fait de guerre loyal de gens levés en masse à son approche ou sur son passage. C'est ainsi que l'on ne peut trop blâmer la conduite des Allemands à Bazeilles et à Châteaudun. Le fait des habitants de s'être joints aux soldats et aux francs-tireurs pour résister était un cas de levée en masse ; les troupes allemandes n'étaient nullement attaquées d'une manière déloyale, et leur colère contre une attaque furieuse, mais légitime, n'était pas une raison suffisante pour ne pas traiter les Bazeillais et les Dunois en belligérants ! Il ne doit certes pas y avoir lieu à équivoque. Il faut, comme nous l'avons dit déjà, que le belligérant qui s'avance et voit des paysans travailler à la terre ne reçoive pas, lorsqu'il sera à portée, une décharge de ces paysans tirant subitement des fusils de leurs blouses, sinon il y aurait guet-apens ; mais il ne faut pas non plus que les paysans, abrités derrière les

murs de leurs chaumières et tirant sur l'ennemi, soient considérés comme des bandits ; il ne faut pas confondre les deux cas ; dans le premier cas, où des paysans ayant l'air de cultiver leur champ tirent sur l'ennemi qui les respectait, il y aurait déloyauté punissable ; dans le second il n'y a que libre exercice du droit sacré à la défense des foyers.

Et que l'on nous permette de terminer notre chapitre relatif à la levée en masse non organisée et en pays envahi, par ces paroles vibrantes que dans cette faculté même, un dimanche de « l'année terrible », M. le professeur Ortolan prononça devant un auditoire de patriotes, heureux qu'une voix si autorisée se fit si éloquemment l'interprète de ses plus nobles sentiments (1).

M. le professeur Ortolan s'exprimait ainsi : « Le point approche où les excès de la guerre, l'abus du champ de violences qu'ouvre la victoire, les actes odieux, vont porter leurs fruits. A défaut d'un enthousiasme de premier abord, et des purs mouvements spontanés de dévouement à la patrie, l'exaspération, la haine, la soif de vengeance, contre les maux soufferts, contre les insultes et les humiliations subies, contre les spoliations, les incendies et les

1. Conférence du dimanche à la Faculté de Droit de Paris, octobre 1870, janvier 1871. — Ortolan, *Le Paysan combattant l'invasion* (*Revue des cours littéraires*, n° 48).

fusillades, s'amassent, se répandent, bouillonnent et débordent. Devant la guerre par la fraude, par la cupidité, par la terreur, la voici qui surgit cette guerre de paysan contre l'invasion, si redoutable, si redoutée; elle surgit avec indignation, avec abnégation, avec fureur patriotique. Au lieu d'une chance de mort on en aura deux. On en braverait cent, on en braverait mille, pour combattre un tel ennemi. La guerre par la terreur fait des martyrs; elle ne fait pas des trembleurs. Tu marches impitoyable ô envahisseur: mais une bourrasque, un ouragan, une tempête, des éclats de tonnerre roulent et passent par tout le pays. En quelque endroit que tu marches, les haies, les buissons, les troncs d'arbre font feu; les bords de la rivière, les sinuosités de la route, les bas-fonds et les hauteurs culminantes font feu; les chemins s'effondrent; les rochers se détachent des collines et croulent sur toi; les hautes herbes s'enflamment devant toi, à ta droite, à ta gauche, et te voilà dans un cercle de feu. Qui a fait cela? Est-ce l'homme du pays, le paysan? Sont-ce les jeunes ou les vieux, les femmes ou les enfants? La main est invisible; elle échappe à ta vigilance, à tes éclaireurs qui tombent frappés; elle est partout et invisible. Qui a fait cela? Je vais te le dire, moi! C'est le sol lui-même qui se révolte et qui entre en convulsion lorsque tu le foules; c'est la motte de terre qui, au moment où tu mets le pied sur elle, fait explosion.

C'est l'esprit, c'est l'âme de la Patrie qui te crie : « Ah !
« tu fais une guerre par la fraude, par la cupidité, par
« la terreur ; tu as des écrivains et des conseillers pour
« te dire que c'est ton droit ; tu auras une guerre par
« l'extermination. »

Supposons maintenant que la levée en masse ait lieu dans un pays non seulement envahi, mais occupé ; voyons ce que les conventions de Bruxelles et de La Haye ont pu dire sur ce point et ce qu'il arriverait aux citoyens d'un pays occupé qui se lèveraient en masse, dans l'espoir de chasser l'occupant et de redonner ainsi toute sa force au gouvernement national dont le droit avait été suspendu par l'occupation ou au gouvernement de fait qui a pu le remplacer.

Nous nous sommes permis de citer tout au long tout à l'heure l'exposé lumineux que M. le professeur Renault en a donné. Reportons-nous maintenant au texte, déjà cité, des conventions.

Mais nous avons beau y chercher quelque chose de rigoureusement précis sur la levée en masse en territoire occupé, nous ne trouvons pas ce que nous désirerions rencontrer.

L'ancien article 10 de la Conférence de Bruxelles, qui est devenu l'article 2 du règlement annexé à la Convention de La Haye (1899) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, et qui est maintenant la règle pour tous les États qui prirent part à la

dernière Conférence de La Haye (1907), n'a pas consacré de paragraphe spécial à ce point si important. Ainsi, la doctrine n'est pas encore fixée sur ce point ; d'éminents jurisconsultes pensent que de l'article 2 il ressort, *a contrario*, que le même droit (le droit à la levée en masse contre l'ennemi) n'appartient pas à la population si le territoire est occupé et que la répression de la révolte par l'occupant devient alors légitime. D'autres jurisconsultes, parmi lesquels M. le professeur Pillet, « ne comprennent pas bien pourquoi le droit d'insurrection n'est accordé qu'à la population d'un territoire non encore occupé. L'acte est-il plus criminel lorsqu'il est accompli au cours d'une occupation et pour la faire cesser, et un peuple qui, s'il se révoltait contre son souverain légitime, serait considéré comme belligérant, doit-il se voir décliner cette qualité quand il se révolte contre une autorité ennemie installée sur son territoire? » Il semble qu'en effet l'on devrait accorder le même traitement de belligérants dans les deux cas, à ceux tout au moins qui se conformèrent aux lois et usages de la guerre et portèrent ouvertement les armes. Il est certes regrettable que le conflit de sentiments qui a eu lieu à propos de ce point qui est en somme le nœud des lois de la guerre, n'ait pas permis de préciser ; mais puisqu'il en est ainsi, on peut admettre la thèse d'après laquelle, de l'ancien article 10 de la déclaration de Bruxelles devenu l'article 2 à La Haye,

il ne s'ensuit pas, nécessairement, par un argument *a contrario*, qu'une population qui se lèverait en masse contre l'occupant, en se conformant aux lois de la guerre et en portant ouvertement les armes, dut ne pas être traitée en belligérante.

En effet, en ce qui concerne la question des soulèvements dans la partie occupée du pays, « la première rédaction russe refusait la qualité de belligérantes aux populations se soulevant dans le territoire occupé ; la seconde, au contraire, la leur accordait moyennant certaines conditions. Enfin, le projet d'article préparé par M. le délégué d'Allemagne ne reconnaissait pas le titre de belligérants aux habitants prenant les armes dans le cas dont il s'agit. Ces formules, après un débat entre divers délégués ont successivement disparu et il est demeuré entendu que la question de savoir si et à quelles conditions une population prenant les armes pour combattre l'armée ennemie dans le territoire occupé peut revendiquer les droits reconnus aux belligérants, n'a pas été résolue par le projet et, comme la précédente, reste soumise aux règles du droit des gens non écrit. »

« Il s'en suit, par conséquent, que la population qui, en le territoire *occupé*, se soulève contre l'ennemi et les belligérants eux-mêmes, reste soumise aux principes généraux du droit des gens ; et par là, la conférence n'entend pas seulement les usages établis entre nations civilisées mais encore les lois de l'humanité

et les exigences de la conscience publique. » Cette opinion fut exprimée dans le message du Conseil fédéral suisse à l'assemblée fédérale, relatif à l'accession de la Suisse à la Convention de La Haye du 29 juillet 1899 concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre.

QUATRIÈME PARTIE

LA LEVÉE EN MASSE ORGANISÉE

PREMIÈRE SECTION

EXEMPLES HISTORIQUES DE LEVÉES EN MASSE ORGANISÉES

Nous avons dit quelles difficultés rencontraient les hommes faisant partie d'une levée en masse non organisée pour être traités en belligérants. Plaçons-nous de nouveau dans le cas d'un pays simplement *envahi*, où nous nous trouvons en présence d'une levée en masse organisée. Et d'abord, à quoi reconnaîtra-t-on qu'une levée en masse est organisée ? On peut répondre que ce qui caractérise l'organisation d'une masse qui se lève pour lutter contre l'ennemi, c'est : 1° un embrigadement et une disposition méthodique des hommes ; c'est 2° un cadre et un pouvoir disciplinaire du chef sur le soldat.

Dès lors, on voit qu'il est possible de subdiviser cette catégorie de levée en masse. L'organisation d'une levée en masse peut être faite par le gouvernement lui-même qui, dans ce cas, presque toujours, adoptera les mêmes règles qui président à l'organisation de l'armée régulière. Cette organisation peut être aussi l'œuvre des citoyens eux-mêmes qui se donnent des chefs et s'imposent l'obligation de leur obéir. C'est dans ce cas principalement que la levée en masse prendra la forme de corps francs, et nous verrons les conditions qu'ils seront obligés d'observer pour pouvoir être reconnus comme des belligérants.

L'histoire offre de nombreux exemples de levées en masse. La France en présente de très notables.

La première levée en masse organisée qui eut lieu sous la Révolution française, fut nécessitée par les menaces des souverains étrangers, en 1791. La Constitution de 1791 dispose que la force publique comprend l'armée et, subsidiairement, les citoyens actifs et leurs enfants, en état de porter les armes, inscrits sur les rôles de la garde nationale.

En 1791, en effet, la guerre menaçait, tout semblait trembler et s'effondrer ; le roi avait quitté Paris : « Monsieur le général, le roi de France est parti, il est en fuite, répondait à l'époque de Varennes un administrateur effaré, à un officier qui réclamait des mesures de défense. — S'il est parti, la nation reste ! répliqua le général. — Délibérons

sur ce qu'il y a à faire. » — Et la nation prouva qu'elle restait !

L'armée se recruta d'abord par engagements volontaires ; ces volontaires « obéissent, s'exercent, se disciplinent ; mais il y faut du temps et ils n'y arrivent pas sans efforts. Le temps leur est donné par les mois d'hiver, par les lenteurs, les divisions des coalisés ». Ces volontaires de 1791 secondèrent merveilleusement l'armée de ligne qui avait donné à ces hommes pleins d'enthousiasme et d'énergie, mais encore inexpérimentés, l'exemple de l'endurance et d'une tranquille bravoure « aguerris par dix mois d'exercices et par le contact incessant des vieux régiments, les volontaires de la première levée avaient fini, malgré quelques défaillances inévitables, par rivaliser de courage, de sang-froid et de patience avec les troupes de ligne ».

Enfin, cette armée avait une réserve immense et qui semblait formidable. La France entière se dressait contre l'étranger. Au bruit des clameurs qu'excitait l'invasion, à la nouvelle de l'élan unanime de la jeunesse qui se jetait dans les camps, à la vue des masses que soulevait le sentiment national, les alliés jugèrent la partie perdue. L'appareil de nos forces, dit Couthon, « avait fait pâlir les rois de l'Europe ». En effet, dans la remarquable séance du mardi 10 juillet 1792, d'excellents conseils avaient été donnés par Lamarque : « Si, disait-il, vous n'opposez à vos

ennemis que de petites armées, elles seront successivement défaites et taillées en pièces : si vous y envoyez au contraire des armées importantes, vous assurerez le triomphe de la patrie en même temps que vous épargnerez le sang de ses défenseurs. Donnez donc un grand éveil : *faites lever la nation toute entière* et ne craignez pas de faire retentir cette déclaration salubre et qui n'est que trop vraie : citoyens, la Patrie est en danger ! »

Dans la séance du mercredi 11 juillet 1792, le décret suivant fut rendu :

Acte du Corps législatif

1^o L'assemblée nationale à l'armée française ;

2^o Adresse aux Français ;

... Nos armées ne sont point encore portées au complet ; une imprudente sécurité a modéré trop tôt les élans du patriotisme ; les recrutements ordonnés n'ont pas eu un succès aussi entier que vos représentants l'avaient espéré. Des troubles intérieurs augmentent la difficulté de notre proposition ; nos ennemis se livrent à de folles espérances qui sont pour vous un outrage. Hâtez-vous, citoyens, sauvez la liberté et vengez votre gloire ! Mais il ne s'agit pas de braver la mort : il faut vaincre et vous le pouvez si... , assurant dans le royaume l'empire des lois et répondant par des mouvements réglés à la Patrie qui vous appelle, vous volez sur les frontières et dans nos camps, avec le généreux

enthousiasme de la liberté et le sentiment profond des devoirs des soldats citoyens.

Le 22 juillet 1792 l'assemblée déclare la patrie en danger ; les enrôlements volontaires reprennent, la moitié de la garde nationale est requise ; mais ce n'est pas encore suffisant.

Le 24 février 1793, un décret fixe le mode de recrutement de l'armée.

Article premier. — Tous les citoyens français, depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à quarante ans accomplis, non mariés, ou veufs, sans enfants, sont en état de réquisition permanente jusqu'à l'époque du complément du recrutement effectif des 300.000 hommes de nouvelle levée décrétée ci-après.

Art. 2. — Le Conseil exécutif et subsidiairement les généraux des armées de la République pourront requérir lesdits citoyens ; les généraux rendront compte au Conseil exécutif, le Conseil exécutif à la Convention, du nombre de ceux qui auront été réquisitionnés et des départements à qui les diverses réquisitions auront été faites.

Enfin la convention décrète la levée en masse, le 23 août 1793 ; le décret en date du 23 août, et paru dans le *Moniteur* du 25, détermine le mode de réquisition des citoyens français contre les ennemis de la France.

Article premier. — Dès ce moment jusqu'à celui où les ennemis auront été chassés du territoire de la République,

tous les Français sont en réquisitions permanentes pour le service des armées.

Les jeunes gens iront au combat, les hommes mariés forgeront les armes et transporteront les subsistances, les femmes feront des tentes, des habits et serviront dans les hôpitaux, les enfants mettront le vieux linge en charpie, les vieillards se feront porter sur les places publiques pour exciter le courage des guerriers, prêcher la haine des rois et l'unité de la République.

Art. 2. — Les maisons nationales seront converties en casernes ; les places publiques en ateliers d'armes ; le sol des caves sera lessivé pour en extraire le salpêtre.

Art. 3. — Les armes de calibre seront exclusivement remises à ceux qui marcheront à l'ennemi ; le service de l'intérieur se fera avec des fusils de chasse et l'arme blanche.

Art. 7. — Nul ne pourra se faire remplacer dans le service pour lequel il sera requis. Les fonctionnaires publics resteront à leur poste.

Art. 8. — *La levée sera générale.* Les citoyens non mariés ou veufs sans enfants de dix-huit à vingt-cinq ans marcheront les premiers ; ils se réuniront sans délai au chef-lieu de leurs districts où il s'exerceront tous les jours en maniant des armes en attendant l'heure de départ.

Art. 9. — Les représentants du peuple régleront les appels et les marches de manière à ne faire arriver les citoyens armés aux points de rassemblement qu'à mesure que les subsistances, les munitions et tout ce qui compose l'armée matérielle se trouvera exister en proportion suffisante.

Art. 10. — Les points de rassemblement seront déterminés par les circonstances et désignés par les représentants du peuple envoyés pour l'exécution du présent décret, sur l'avis des généraux, de concert avec le Comité de Salut public et le Conseil exécutif provisoire.

Art. 11. — Le bataillon qui sera organisé dans chaque district sera réuni sous une bannière portant cette inscription

« Le peuple français debout contre les tyrans »

Art. 12. — Ces bataillons seront organisés d'après les décrets établis et leur solde sera la même que celle des bataillons qui sont aux frontières.

Art. 17. — Le ministre de la Guerre est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires pour la prompte exécution du présent décret.

Voilà les articles principaux de ce long décret ; nous les avons cités, afin de bien montrer comment on peut dire en toute certitude qu'une levée en masse, comme celle de 1793, est une levée en masse organisée. Celle de 1793 est provoquée par le gouvernement qui, de plus, l'organise. « De toutes parts on courut aux armes ; tout ce qui était en état de supporter les fatigues de la guerre se porta dans les camps.

« Un jeune homme aurait rougi de rester dans ses foyers quand l'indépendance nationale paraissait menacée. Chacun abandonna ses études, sa profes-

sion, et des armées se formèrent qui assurèrent le triomphe de la France. »

Plus près de nous, en 1870, on trouve également des exemples de levée en masse.

« Le lundi 10 août 1870 les députés de l'opposition étaient réunis en grand nombre dans l'un des bureaux de la Chambre. L'opposition délibérait sur les mesures à prendre. La première était l'armement du pays. Jusqu'alors le ministère s'y était obstinément refusé et cette attitude courrouçait un grand nombre de citoyens de la ville de Paris. La députation, à sa sortie comme à son entrée au ministère, eut à traverser une foule compacte qui criait : *la levée en masse !*... Elle fit un rapport à la réunion de l'opposition qui décida qu'à la séance du lendemain deux propositions seraient présentées, ayant pour objet : l'une, l'armement des gardes nationaux de France, l'autre, la nomination d'une commission de quinze membres, chargée de gouverner et de défendre le pays.

La première était ainsi conçue :

Considérant que l'ennemi a envahi le sol de la France ;
que, si notre armée est debout, toujours prête à le repousser,
il est du devoir de chaque citoyen de s'unir à ses efforts ;

Qu'il est en droit de réclamer une arme pour l'accomplissement de ce devoir ;

Considérant que de l'aveu même du ministre de la Guerre
l'étranger marche sur Paris ;

Qu'en présence d'un tel péril ce serait un crime de refuser à chaque habitant de la capitale le fusil qui lui est nécessaire pour la défense de son foyer ;

Que la population tout entière demande à être armée et organisée en garde nationale élisant ses chefs.

La Chambre arrête :

Il sera immédiatement distribué aux mairies de chaque arrondissement de la Ville de Paris, des fusils à tous les citoyens valides inscrits sur les listes électorales. La garde nationale sera réorganisée en France dans les termes de la loi de 1851.

La seconde proposition disait :

Considérant que malgré l'héroïsme de notre armée, le sol de la Patrie est envahi ; que le salut de la France, le devoir de la défendre jusqu'à la dernière extrémité commandent au Corps législatif de prendre la direction des affaires.

La Chambre arrête qu'un comité exécutif, choisi dans son sein, sera investi des pleins pouvoirs du gouvernement pour repousser l'invasion étrangère.

Enfin, le décret du 2 novembre 1870 ordonnait la levée en masse et l'organisait.

Les membres du gouvernement, vu les décrets des 12 et 16 septembre 1870 ;

Considérant que la Patrie est en danger, que tous les

citoyens se doivent à son salut ; que ce devoir n'a jamais été ni plus pressant ni plus sacré que dans les circonstances présentes, décrètent :

Article premier. — Tous les hommes valides de vingt et un à quarante ans, mariés ou veufs avec enfants, sont mobilisés.

Art. 2. — Les citoyens mobilisés par le présent décret seront organisés par les préfets, conformément aux décrets des 29 septembre et 11 octobre, ainsi qu'à la circulaire du 15 octobre de la présente armée.

Art. 3. — Les citoyens mobilisés par le présent décret seront, leur organisation faite, mis à la disposition du ministre de la Guerre. Cette organisation devra être terminée le 19 novembre.

Art. 4. — Il sera pourvu à leur habillement, équipement et solde, d'après les règles prescrites par le décret du 22 octobre de la présente année.

Art. 5. — Toute exemption basée sur la qualité de soutien de famille est abolie, même à l'égard de ceux à qui elle avait été antérieurement appliquée par les conseils de revision.

Il n'est admis d'autres exemptions que celles résultant des infirmités ou basées sur les services publics énumérés dans la circulaire du 15 octobre 1870. Est également abrogé l'article 145 de la loi du 22 mars 1831.

Art. 6. — La République pourvoira aux besoins des familles reconnues nécessiteuses.

Art. 7. — La République adopte les enfants des citoyens qui succombent pour la défense de la Patrie.

Art. 8. — Le ministre de la Guerre est autorisé à utiliser pour la fabrication des armes et engins de guerre les usines et ateliers pouvant servir à cet effet.

Art. 9. — Le ministre de l'Intérieur et de la Guerre est chargé, etc.

Fait à Tours.

GAMBETTA, etc.

Et le 7 novembre 1870 parut le décret réglant la levée en masse.

Les membres du gouvernement, etc., vu les décrets des 12 et 16 septembre 1870, vu les décrets des 29 septembre, 11 octobre et 2 novembre 1870.

Décrètent :

Article premier. — Les citoyens mobilisés par le décret du 29 septembre de la présente année forment un premier ban dans lequel sont compris ceux qui ont été, à titre de soutiens de famille, exemptés par les conseils de revision.

Art. 2. — Les citoyens mobilisés par le décret du 2 novembre de la présente année forment un second ban qui se subdivise en trois autres :

Le premier comprenant les hommes de vingt et un à trente ans ;

Le deuxième comprenant les hommes de trente à trente-cinq ans ;

Le troisième comprenant les hommes de trente-cinq à quarante ans.

Art. 3. — Les bans organisés par le présent décret seront successivement appelés et mis à la disposition du ministre de la Guerre, dans l'ordre qu'il fixera ultérieurement.

Art. 6. — Il sera fait pour la marine un contingent réglé par le ministre de la Guerre, des hommes ayant servi dans la marine et munis de brevets de spécialistes.

Fait à Tours : Crémieux, Gambetta, etc.

Il s'agissait bien là d'une levée en masse organisée. En parlant des volontaires de 1791 et par allusion à leur uniforme, les émigrés disaient : « Ce n'est que la faïence bleue » ; mais alors on avait eu l'occasion de présenter cette faïence au premier feu pour la durcir. Malheureusement, cela ne fut pas possible en 1870 ; la levée en masse, organisée avec autant de soin qu'en 1793, ne donna pas d'aussi bons résultats parce que les hommes qui la composèrent, malgré leur enthousiasme patriotique et leur courage même, n'eurent pas le temps d'être exercés comme leurs prédécesseurs de la Révolution, « âmes de fer, pétries de ressources ». La preuve en est que, entre les volontaires de 1791 et ceux de 1792 et 1793 on remarquerait une grande différence de valeur : les premiers étaient disciplinés et exercés, les seconds n'avaient pas eu le temps de l'être. C'est le temps qui a fait défaut en 1870 où l'effort a été si grand, cependant.

SECTION II

CONDITION JURIDIQUE

DE LA LEVÉE EN MASSE ORGANISÉE

Quelle est la condition juridique des hommes qui ont dû prendre part à cette levée en masse organisée ? En d'autres termes, ceux qui font partie d'une telle levée ont-ils droit à être considérés comme des belligérants ?

Cela ne peut pas faire de doute s'il s'agit — comme dans les exemples que nous venons de citer — d'une levée en masse organisée par le gouvernement. En effet, la levée en masse organisée n'est en somme, alors, *qu'un mode spécial du recrutement de l'armée*. Certes, c'est un mode singulièrement délicat et peu pratique. Il n'est généralement employé que dans les cas désespérés ou qui paraissent tels. Quoi qu'il en soit, l'organisation par le gouvernement d'une levée en masse est simplement un mode de recrutement spécial de l'armée régulière : la preuve en est dans les mesures qui ont suivi, en 1870, le décret de novembre. Les hommes qui ont été atteints par ce décret ont été réunis au chef-lieu de chaque département, où ils ont reçu une instruction militaire sommaire ; après quoi, ils ont été incorporés dans l'armée régulière.

Par suite, les hommes ainsi levés sont des soldats.

Mais nous avons dit, plus haut, que l'organisation d'une levée en masse peut être également l'œuvre des citoyens eux-mêmes, qui se donnent des chefs et qui s'imposent l'obligation de leur obéir. Et dans ce cas, lorsque des hommes se sont réunis, se sont groupés autour d'un chef qui en a fait de véritables unités, en tous points semblables à celles de l'armée régulière, on se trouve en présence des corps francs ; les hommes qui font partie de ces corps seront-ils des belligérants ?

Il faut d'abord remarquer que la levée en masse organisée aboutit inévitablement à créer, soit des recrues qui viennent prendre place dans les cadres qui leur sont assignés, dès le temps de paix la plupart du temps déjà, et qui font alors partie, soit de l'armée proprement dite, soit des milices qui constituent l'armée. Dans ce cas, point de difficultés. Tous les hommes appelés et qui répondent à cet appel, sont des belligérants. Mais la levée en masse organisée aboutit secondement, si tous les hommes n'ont pas été encadrés dans l'armée régulière, à constituer des miliciens ou des corps de volontaires (corps de volontaires ou corps francs ont la même signification, mais nous emploierons généralement l'expression de corps francs). Eh bien ! les hommes qui en font partie seront reconnus comme belligérants s'ils réunissent les conditions suivantes :

1° Avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;

2° Avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;

3° Porter les armes ouvertement et

4° Se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

Ces conditions ont paru si simples à observer que des auteurs, comme le commandant Guelle, ont émis l'opinion que seuls devraient être admis comme belligérants, en dehors de l'armée régulière, les hommes prenant part à une levée en masse organisée, la levée en masse inorganisée devant être reléguée au rang des catégories historiques.

Nous trouvons que cet auteur allait trop loin quand il disait que l'on ne devrait reconnaître comme belligérants que les soldats de l'armée régulière et les corps de volontaires obéissant aux prescriptions de l'article 9 de la Conférence de Bruxelles (devenu l'article premier du règlement, à La Haye). Ce que demandait le distingué juriste serait l'idéal, dans l'espèce, mais cet idéal ne nous paraît pas réalisable sans des sacrifices trop durs pour qu'ils aient pu être acceptés par ceux qui eussent dû les consentir, car en somme, la levée en masse proprement dite ne se présente que dans l'hypothèse où la population d'un territoire non occupé se lève contre l'envahisseur sans avoir eu le temps de s'organiser. Sinon on

retombe dans les cas d'armée régulière ou de corps francs.

La définition qu'à notre tour nous proposerons est la suivante :

Il y a levée en masse quand la population d'un territoire envahi prend spontanément ou à l'invitation de son gouvernement les armes pour repousser l'envahisseur, sans être embrigadée dans les cadres de l'armée régulière ou sans avoir pu s'organiser en corps francs.

Et, en nous réjouissant que le règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre ait été adopté par tous les États qui ont pris part à la dernière Conférence de La Haye, nous espérons de tout cœur, si des guerres devaient encore éclater, que les efforts des éminents jurisconsultes qui ont pris part à ces conférences seront récompensés par la conscience avec laquelle les héros futurs respectent les nobles prescriptions du Droit !

Vu : le Président de la thèse,

L. RENAULT

Vu : le Doyen,

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Prais,

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages classiques de droit international.

NAPIER. — *Guerre de la Péninsule*, traduction du général Mathieu Dumas.

MARTENS (DE). — *Précis de droit des gens modernes de l'Europe*.

HOUSSAYE. — 1814.

THIERS. — *Histoire du Consulat et de l'Empire*.

Moniteur universel.

BLUNTSCHLI. — *Le Droit international codifié*, trad. fr. de C. Lardy.

GROTIUS. — *Le Droit de la guerre et de la paix*, trad. Pradier-Fodéré.

GUELLE (J). — *Précis des lois de la guerre sur terre*.

GRENANDER. — *Conditions nécessaires selon le droit des gens pour avoir en guerre le droit d'être considéré et traité comme soldat*, 1882.

HEFFTER. — *Le Droit international de l'Europe*.

KLUEBER. — *Droit des gens modernes de l'Europe*.

RUSTOW. — *Dictionnaire militaire*.

Mémoires sur la guerre d'Espagne pendant les années 1808, 1809, 1810, 1811, par M. de Naylies.

PASQUALE (Fiore). — *Nouveau droit international public*, trad. d'Antoine, 1886.

Revue de Droit international public. (Articles de M. Geouffre de Lapradelle).

Revue de Droit international et de législation comparée.

GUILLON (Ed.). — *Les Guerres d'Espagne.*

LORD BLAYNEY (traduction Albert Savine). — *L'Espagne en 1810.*

MOUGENOT (René). — *Des Pratiques de la Guerre continentale durant le Premier Empire.*

PILLETA. — *Les Lois actuelles de la guerre.*

SÉGUR (de). — *Mémoires.*

SUCHET. — *Mémoires.*

LAVISSE et RAMBAUD. — *Histoire générale.*

RENAULT (L.). — *Les deux Conférences de la Paix, 1899, 1907.*

— *La Convention de La Haye du 29 juillet 1899 concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre et l'attitude de la Suisse.*

Actes de la Conférence de Bruxelles.

Actes de la Conférence de La Haye, 1899-1907.

Messages du Conseil fédéral suisse à l'Assemblée fédérale.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

DE LA DISTINCTION DES BELLIGÉRANTS ET DES NON-BELLIGÉRANTS

SECTION I. — <i>Raisons de cette distinction</i> . — La guerre. — Opinion des auteurs et publicistes. — C'est un rapport d'État à État. — Conséquences de ce principe.....	7
SECTION II. — <i>Historique de cette distinction</i> . — La doctrine chez les anciens, au moyen âge et depuis la Renaissance. — Opinions de Grotius, Belli, Gentilis, Bonnor, Puffendorf, Vattel. — La notion nouvelle de l'État. — Le XIX ^e siècle dégage le principe de la distinction entre belligérants et non-belligérants. — Aperçu rapide, sur les progrès réalisés à cette époque.....	10
SECTION III. — <i>Éléments de cette distinction</i> . — Recherche du critérium permettant de faire cette distinction aujourd'hui essentielle entre belligérants et non-belligérants. — Examen du critérium qui consisterait dans une autorisation de l'État. — Sa réfutation. — Examen du critérium consistant dans une autorisation spéciale pour chaque	

homme. — Cas qui se sont présentés dans la pratique. — Réfutation de ce critérium. — Le critérium intermédiaire de M. Grenander. — Autorisation de l'État dont le port d'un uniforme serait la forme nécessaire et suffisante. — Pourquoi nous ne pouvons choisir ce critérium. — Qu'advviendrait-il de la levée en masse, si nous l'adoptons. — Le critérium que nous choisissons est celui-ci : « Seront considérés comme belligérants, ceux qu'à première vue l'ennemi peut distinguer comme tels »..... 21

DEUXIÈME PARTIE

DÉFINITION ET FORMES DE LA LEVÉE EN MASSE

SECTION I. — *Comment se présente la question de la levée en masse.* — Opinions différentes selon que le pays auquel on appartient est plus ou moins susceptible de devoir y recourir. — Le principe que la défense doit être organisée de telle sorte que les maux de la guerre soient de plus en plus limités. — Défauts inhérents à la levée en masse. — Les petits États ne les nient pas, mais cependant ils restent foncièrement attachés à la levée en masse. Leurs raisons..... 29

SECTION II. — *Définition et formes de la levée en masse.* — Revue critique des principales définitions de la levée en masse. — La définition que nous adopterons est celle de M. le professeur Renault. — Raisons. — Comme quoi on ne peut concevoir la levée en masse que dans les guerres défensives. — Conséquences : la levée en masse ne peut être considérée comme un mode ordinaire de faire la guerre. — Comme quoi le motif qui inspire la levée en masse peut différer entièrement de celui qui a motivé la guerre engagée. — La levée en masse

est indépendante de la question du nombre des citoyens qui y participent. — Ce qu'il faut, c'est que les participants à une levée en masse portent ouvertement les armes. — L'article 2 du règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre (La Haye, 1899).....

35

SECTION III. — *La levée en masse spontanée et la levée en masse provoquée par le gouvernement.* — C'est afin d'y faire rentrer les différentes formes qu'elle est susceptible de revêtir, que nous avons adopté la définition la plus large de la levée en masse. — La levée en masse peut être ou spontanée ou provoquée. — Comment cela se produit. — Exemples de levée en masse *spontanée*. — La guerre d'Espagne sous Napoléon I^{er}. — Ce que c'est que la « guerilla ». — Curieux extrait des mémoires de la marquise de la Rochejaquelein. — Opinion de M. Thiers. — Une imprudence du roi Joseph. — Le catéchisme espagnol. — Résistance spontanée. — Héroïsme et cruauté. — Étroitesse du point de vue de sir Napier. — Impartialité du général Mathieu Dumas. — Description d'un corps de guerillas pas M. de Naylies. — Son opinion sur la composition de ce corps. — Pourquoi Napoléon ne les a pas reconnus comme belligérants. — Exemple de levée en masse spontanée dans le midi de la France. — Proclamation de Wellington. — Exemple de levée en masse spontanée en Suisse (Unterwald 1798)..

47

La levée en masse *provoquée* par le gouvernement
La levée en masse est un phénomène protéiforme. — Spontanée d'abord, elle est souvent ensuite provoquée. — Exemple de l'Espagne. — Manifeste de l'évêque de Laodicée, président de la Junte de Séville (nov. 1809). — Comparaison avec la proclamation de Frédéric-Guillaume III de Prusse

(1813). — Historique de la situation en Prusse. — Le mouvement littéraire et le sentiment patriotique. — Le major Schill et le duc de Brunswick-Oels. — Proclamation du général York (12 février 1813). — Le 17 mars, M. de Saint-Marsan, ambassadeur français, se voit notifier la déclaration de guerre de la Prusse. — L'ordonnance de 1813. — Comparaison avec la proclamation russe de 1812. — Rapprochement avec le manifeste espagnol. — Levée en masse provoquée par des autorités françaises en 1870. — Luce-Villiard. — Prétentions de M. de Bismarck. — Réponse de M. Jules Favre...	59
SECTION IV. — <i>La levée en masse non organisée et la levée en masse organisée.</i> — Comment nous comprenons la distinction.....	77

TROISIÈME PARTIE

LA LEVÉE EN MASSE NON ORGANISÉE

SECTION I. — <i>Exemples historiques de levées en masse non-organisées.</i> — C'est la forme sous laquelle se présente le plus souvent tout d'abord la levée en masse. — Rappel succinct de ce qui s'est passé en Espagne, en Russie et en Prusse pendant les campagnes de Napoléon.....	81
SECTION II. — <i>Condition juridique de la levée en masse non organisée.</i> — A quelles conditions les hommes qui se lèvent ou sont levés ainsi ont-ils le droit d'être traités comme des belligérants? — Rappel de notre critérium. — A-t-il été adopté par les diverses conférences internationales qui se sont occupées des lois de la guerre? — Les divergences de vue à la Conférence de Bruxelles de 1874. — Défense acharnée des délégués des petits États. — Leurs principaux porte-paroles : MM. de Lamber-	

- mont, de Lansberge et le colonel Hammer. — Opinion sévère de M. de Martens dans « la Paix et la Guerre ». — Les articles 9 et 10 du règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre (Bruxelles, 1874). — Les divergences de vue en Suisse même. — L'attitude des petits États et principalement de la Suisse, à la première Conférence de La Haye (1899). — Discours du colonel Künzli. — Réponse de M. de Martens. — Le colonel de Schwarzhoff intervient dans la discussion. — La déclaration de M. de Martens. — Les articles 1 et 2 du règlement. — Huit ans après. — Adhésions de la Suisse et de la Chine, à la convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, dans la séance du 22 juin 1907, à la deuxième Conférence de La Haye. — Séance du 10 juillet 1907. — Propositions et amendements concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. — Un amendement proposé par l'Allemagne est rejeté après une émouvante plaidoirie du général Amourel. — La délégation allemande triomphe avec un second amendement portant cette fois sur l'article 2 du règlement. — Le Monténégro et la Suisse s'abstiennent de voter. — Cependant, en ce qui concerne la Suisse, ratification ultérieure du Conseil fédéral. 82
- Les deux hypothèses dans lesquelles peut se présenter une levée en masse. — Cas de l'invasion et de l'occupation. — La doctrine. — Légitimité de la levée en masse en pays envahi. — Éloquentes paroles d'Ortolan..... 113
- La levée en masse en pays occupé. — Opinions divergentes des jurisconsultes. — Imprécision regrettable. — Liberté d'interprétation. — Comment la Suisse comprend l'article 2 du règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre... 121

QUATRIÈME PARTIE

LA LEVÉE EN MASSE ORGANISÉE

SECTION I. — <i>Exemples historiques de levée en masse organisée.</i> — On se replace dans l'hypothèse d'un pays simplement envahi. — A quoi reconnaîtra-t-on qu'une levée en masse est organisée ?.....	125
I. — Cette organisation est l'œuvre du gouvernement lui-même.....	126
II. — Elle est l'œuvre des citoyens eux-mêmes qui se donnent des chefs et s'imposent l'obligation de leur obéir. — On se trouve dans le cas des corps de volontaires ou des corps francs. — La Révolution française. — La levée en masse de 1791. — La Patrie est en danger : déclaration de l'assemblée, le 22 juillet 1792. — Le décret du 24 février 1793. — La levée en masse est décrétée par la Convention du 24 août 1793. — Exemples de levée en masse organisée, en 1870.....	126
SECTION II. — <i>Condition juridique de la levée en masse organisée.</i> — Condition juridique des hommes qui participent à une levée en masse organisée. — La levée en masse organisée par le gouvernement n'est qu'un mode spécial du recrutement de l'armée.....	137
Ce qui arrive quand l'organisation est l'œuvre des citoyens eux-mêmes. — Corps de volontaires. — A quelles conditions les participants à cette levée seront-ils reconnus comme belligérants ? — L'article 2 du règlement de La Haye (1907) sur les lois et coutumes de la guerre sur terre. — Un idéal impraticable. — Conclusion.....	138

